CRÉDOC
CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

Rapport

Approfondir la compréhension de la précarité matérielle

Avril 2024

Auteur-ices :

Elodie ALBEROLA – Directrice du Pôle Impact et Innovation sociale
Franck LEHUEDE – Directeur d'études et de recherche
Léa ANGULO – Chargée d'études et de recherche

L'AGENCE DU DON EN NATURE

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE
142 rue du Chevaleret -75013 PARIS – Tél : +33 (0)1 40 77 85 00 www.credoc.fr

SOMMAIRE

CONTEXTE ET METHODOLOGIE 6

Enjeux de l'etude 6
La methodologie 6

CADRE D'ENQUETE 12

Des associations partenaires d'ADN 12
Trois associations, trois experiences de l'aide materielle 14

UNE VIE FAITE DE SACRIFICES ET DE BRICOLAGES 20

Des budgets calibres au centime pres 20
Un reamenagement des modes de consommation 23
Des restrictions a tous les niveaux 28

UNE SOBRIETE "MORALE" ET CONTRAINTE 33

Une conscientisation du rechauffement climatique et de la responsabilite humaine 33
Une sobriete imposee 35
Les barrieres d'acces a la consommation durable 37
Des pratiques "eco-responsables" decorrelees de la sensibilite environnementale 43

IMPACTS DE LA PRECARITE SUR L'IDENTITE ET LE LIEN SOCIAL 46

Une atteinte a la dignite et a l'estime de soi 46
Une fragilisation du role des parents 48
Affronter le regard des autres 50
L'isolement renforce 52
La difficulte morale de dependre d'une aide 55

QUATRE TRAJECTOIRES DIFFERENTES VERS L'AIDE MATERIELLE 57

Betty, Emmanuelle, Sarah et Sylvie, les beneficiaires "en dernier recours" 57
Theo, le beneficiaire regulier 59
Ferdaoues, la beneficiaire en transition 61
Fadi et Eric, les beneficiaires "de passage" 63

BIBLIOGRAPHIE 66

Principaux résultats

- Les trois structures au sein desquelles ont été réalisés les entretiens déclinent toutes une offre de produits alimentaires et non alimentaires. Un principe de solidarité régit leur fonctionnement et seuls les foyers confrontés à de fortes difficultés financières sont autorisés à bénéficier de cette aide. Chaque association est toutefois dotée d'un **fonctionnement propre, influencé par le lieu d'implantation (fréquentation, écosystème de l'aide dans lequel elle s'inscrit, spécificités territoriales …) et les publics accueillis (ruptures biographiques, trajectoires professionnelles …)**.

- **Tous les enquêté-es interrogé-es rencontrent des difficultés matérielles importantes** qui découlent de ressources financières restreintes. Pour répondre à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs enfants, ils et elles déploient des **stratégies de** consommation (quête des promotions, échelonnement des paiement …) **et de non-consommation** (sacrifices des sorties, loisirs, restrictions alimentaires …) **similaires**.

- L'acte de consommer est un puissant moteur d'inclusion sociale, la précarité matérielle induit ainsi une f**ragilisation de l'identité individuelle ainsi qu'une perte de lien social** que tendent à recréer les associations rencontrées. La caractère hédoniste de la consommation est tout d'abord ébranlé par l'adoption de nouveaux modes de consommation. Les courses deviennent une source de stress et une charge mentale au quotidien. **Pour les parents, la précarité est synonyme de culpabilité** puisqu'ils ne peuvent plus répondre à tous les désirs et besoins de leurs enfants. Pour ne pas « perdre la face » (Goffman, 1967) et maintenir certaines interactions sociales, le bénéficiaires renconté-es cachent leur situation et effectuent des dépenses stratégiques (cadeaux, invitations …). **La précarité matérielle renforce l'isolement des personnes qu'elle touche. En cela, la vie sociale que créent les associations rencontrées constitue une vraie plus-value.** La fréquentation de ces distributions et la dépendance à l'égard du circuit de l'aide matérielle peut générer un sentiment de honte, les bénéfices (meilleure gestion des budgets, lien social …) perçus sont supérieurs et entretiennent la fidélité à l'offre de services. La participation financière demandée et la possibilité de devenir bénévole favorise l'acceptation de l'aide reçue.

- Les entretiens réalisés mettent ainsi en lumière des parcours marqués par la précarité matérielle et alimentaire. Bien que les modes de vie des bénéficiaires présentent des similitudes, ces **entretiens attestent de la diversité des situations de précarité, de la figure des "précaires"**. Les trajectoires individuelles et le rapport à l'aide reçue révèlent la variation des situations de précarité. Quatre *persona* illustrent cette diversité : les bénéficiaires en dernier recours (majoritaires dans l'échantillon), les bénéficiaires réguliers, les bénéficiaires "en transition" et les bénéficiaires dits "de passage".

- Les bénéficiaires rencontré-es ont conscience du réchauffement climatique, de ses effets et de la responsabilité humaine dans ce processus ; une sensibilité environnementale peut être notamment constatée chez celles et ceux qui entretiennent un lien privilégié avec la nature. **De façon spontanée, la sobriété est comprise comme une économie d'énergie.** Le plan de sobriété énergétique et les mesures mises en place par le gouvernement en 2022 ont sans doute contribué à populariser la notion de sobriété sous l'angle énergétique aux dépens de sa définition plus générale et de la frugalité matérielle qu'elle incarne. Dans le discours des bénéficiaires, la sobriété **se confond également avec la privation matérielle liée à la précarité.** Dans les faits, bénéficiaires développent des pratiques "sobres" sans les conscientiser comme telles, sous l'effet de leurs contraintes budgétaires.

- Les bénéficiaires de l'aide matérielle, pour qui le coût de la vie constitue une préoccupation majeure, **ne s'attardent pas ou ne s'attardent plus sur la composition et la provenance des produits qu'ils utilisent en raison de leur coût financier**. **Des freins, d'ordre symbolique**, entravent également le développement d'une consommation plus responsable. Mais bien qu'ils et elles ne présentent pas de « modes ordinaires de tenir à l'environnement » (Blanc, 2016 ; Centemeri, 2015), les bénéficiaires rencontré-es **développent d'autres modes d'engagement par rapport à l'environnement, inspirés par des valeurs familiales ou religieuses**. L'environnement est également abordé à travers le prisme de la santé qui pousse à la consommation de produits naturels, sans pesticides ni substances chimiques.

Auteur-ices :

- Elodie Alberola, Directrice du Pôle Impact et Innovation sociale
- Franck LEHUEDE, Directeur d'études et de recherche
- Léa ANGULO, chargée d'études et de recherche

1.Contexte et méthode

1.1. Enjeux de l'étude

Cette étude poursuit **trois principaux objectifs** :

- Analyser l'incidence de la précarité matérielle sur la vie quotidienne des ménages rencontrés (sur les manières de consommer, d'investir une vie sociale, culturelle)
- Analyser les stratégies d'adaptation des publics concernés (arbitrages, renoncements, manière de consommer, lieux de consommation…)
- Analyser les différentes dimensions (matérielles, psychologiques) de la précarité matérielle et leur imbrication

La définition commune de la précarité matérielle émane de l'avis adopté par le Conseil économique et social de 1987, elle-même basée sur le rapport de Joseph Wresinski, fondateur d'ATD-Quart Monde qui la décrit comme « *l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité sociale qui en résulte peut-être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de réassumer des responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même, dans un avenir prévisible*" (Wresinski, 1987). **La précarité matérielle a donc pour base l'existence de privations de biens et services auxquels les individus n'accèdent pas faute de revenus suffisants mais cette dernière ne peut être réduite à la seule « dimension » de privation de produits et de services de consommation**. Elle a également de forts impacts psychologiques et génère un sentiment "d'insécurité sociale" (Fondation Jean Jaurès/ADN, 2021).

1.2. La méthode

1.2.1. Une note de cadrage

En novembre 2023, une note de cadrage sur la compréhension de la précarité matérielle a été produite. Cette note avait pour **objectifs de contextualiser les effets de l'inflation** dans les stratégies de consommation des ménages (notamment précaires) ; **d'introduire méthodologiquement les investigations de terrain** et de cadrer l'analyse ; de **mesurer l'importance accordée par les Français-es à la consommation durable**, en particulier les consommateur-ices précaires.

Les principaux résultats de cette note de cadrage sont énumérés ci-dessous :

- Dans les enquêtes « Conditions de vie et aspirations des Français » et « Tendances de consommation », nous pouvons approcher la notion de précarité matérielle à travers le niveau de difficulté que les Français éprouvent à équilibrer le budget de leur foyer et leur niveau de revenus. Si 14% des

Français sont considérés par l'Insee comme étant en situation de privation matérielle et sociale, les enquête du CREDOC enregistrent une proportion plus importante d'individus estimant avoir des difficultés à équilibrer leur budget. 6% déclarent ainsi avoir pris un ou plusieurs crédits pour arriver à boucler leur budget et 20% vivre un peu sur leurs réserves. Les individus les plus modestes, les familles, singulièrement les familles monoparentales, les locataires, les personnes peu ou pas diplômées sont surreprésentés parmi les personnes ayant des difficultés à équilibrer leur budget.

- Dans le contexte inflationniste actuel, les ménages rencontrant des difficultés à équilibrer leur budget sont encore plus préoccupés par le pouvoir d'achat. Compte tenu de la part de leur budget dévolu à l'alimentation et aux transports, ils font partie des populations supportant une inflation en moyenne plus forte que l'ensemble des ménages. Leur sentiment de vulnérabilité est plus élevé. Ils sont nettement plus nombreux à déclarer se restreindre régulièrement, quel que soit le poste de consommation étudié. C'est toutefois particulièrement le cas pour l'équipement de la personne, les vacances, l'épargne, l'alimentation et les soins médicaux, soit un mixte entre des postes associés aux besoins essentiels (alimentation, soins médicaux) et des postes renvoyant à une norme de consommation (vacances) ou à l'image de soi (vêtements, chaussures). Les aspirations à dépenser plus renvoient quant à elles principalement vers les besoins de base (alimentation, soins médicaux).

- L'inflation a eu des conséquences importantes sur les modes de vie quotidiens de plus de 80% des personnes appartenant à des ménages à bas revenus, contre 49% de celles appartenant à des ménages à hauts revenus. Compte-tenu des fortes hausses des prix de l'énergie et de l'alimentation, la part de Français déclarant se priver de chauffer suffisamment leur logement pour des raisons financières a presque doublé en 1 an (10%, +4 pts/2021). Si en moyenne, 15% des Français déclarent que les dépenses de chauffage représentent une charge très lourde, c'est le cas de 23% des ménages à bas revenus. 22% des bas revenus ont évité de se déplacer, contre 14% des hauts revenus, avec à la clé un risque d'isolement social. 9% des Français se privent de manger des protéines au moins tous les deux jours (+3 pts / 2021). 34% des personnes ayant pris un crédit pour équilibrer leur budget et 23% de ceux vivant un peu au-dessus de leurs réserves déclarent qu'il leur arrive de ne pas avoir assez à manger, contre 11% en moyenne dans l'ensemble de la population. Pour des raisons financières, 26% des Français estiment être dans l'impossibilité de remplacer des meubles hors d'usage (+4 pts / 2021), 24% de partir une semaine en vacances (+3 pts), 16% d'avoir une activité de loisirs payante régulière (+3 pts) ou 10% de s'acheter des vêtements neufs. Les individus en situation de précarité matérielle sont surreprésentés parmi ceux qui envisagent de réduire leurs dépenses à l'avenir, quel que soit le type de biens ou de services étudiés.

- Sur le plan des motivations d'achat, les individus en situation de précarité matérielle ne limitent pas leurs motivations d'achat aux seules dimensions de compétitivité prix. En effet, si elles sont tout autant motivées que l'ensemble des consommateurs par la compétitivité prix et les critères rassurants associés aux produits (garanties d'hygiène et de sécurité, Made in France, service après-vente), ils plébiscitent également tout autant que la moyenne des Français le respect du bien-être animal, le caractère bienveillant d'une entreprise et l'adaptation des produits à leurs goûts et à leurs besoins. De plus, les personnes en situation de précarité matérielle sont également motivées

par les signes de qualité (marques et labels), l'origine locale (fabrication régionale, circuits courts) et les dimensions sociales du développement durable (souci du droit des salariés, soutient d'une cause humanitaire), même si elles le sont moins que l'ensemble des Français. Au vu de ces résultats, il serait erroné d'affirmer que les personnes en situation de précarité matérielle centrent leurs motivations sur la seule compétitivité prix des produits. Toutefois, la traduction dans les comportements ne s'opère pas si les produits concernés ont des prix plus élevés que les produits ne détenant pas de caractéristiques de développement durable.

1.2.2. Une enquête qualitative auprès de 15 personnes

La précarité peut être vécue comme une expérience dévalorisante et dont le récit ne va pas de soi. Le protocole d'enquête élaboré tend en partie à surmonter cette difficulté. Pour réaliser cette étude, **5 demi-journées ont été passées sur place :**

- 2 demi-journées à Dammarie-Les-Lys (Lysea)
- 2 demi-journées à Villers-Lès-Nancy (Maison de la Solidarité)
- 1 demi-journée à Pompey (Secours Populaire)

Ces déplacements ont permis d'observer le fonctionnement des associations, l'organisation des distributions et de réaliser les **entretiens en face à face. En interrogeant les personnes dans des structures où elles obtiennent une aide matérielle, elles n'ont ainsi pas à « révéler » leur précarité.**

Conditions de réalisation des entretiens

Pour des raisons de praticité, pour éviter aux bénéficiaires de se déplacer plusieurs fois sur site, les entretiens ont été **réalisés les jours de distribution**. L'environnement dans lequel ils se sont déroulés était souvent bruyant, parfois peu intimiste mais il nous a permis, en tant qu'enquêteur-ices d'observer des interactions entre bénéficiaires et bénévoles auxquelles nous n'aurions pas eu accès dans un autre contexte.

A Villers-Lès-Nancy, les personnes rencontrées ont pu s'exprimer à l'abri des regard, derrière un paravent dressé de l'autre côté du gymnase. A Pompey, les entretiens ont été conduit dans la salle de stockage des denrées sèches, sur une table collée au bureau occupé par la trésorière, qui étudiait les dossiers de potentiel-les futur-es bénéficiaires. A Dammarie-Les-Lys, les bénévoles nous ont prêté leur bureau, ouvert sur la salle de distribution, tout en continuant à l'occuper pour réaliser diverses tâches. Les bénévoles ont parfois pris part à ces entretiens et complété les éléments apportés par les enquêté-es.

Même si la confidentialité des échanges n'a pas toujours pu être garantie, les bénéficiaires n'ont pas éprouvé de difficultés à s'exprimer sur les sujets abordés. Tous les enquêté-es se sont prêté-es au jeu et ont accepté de nous livrer les raisons et évènements qui les ont amenés jusqu'à ces distributions. **Certains et certaines ont saisi l'occasion de se confier et semblent avoir pris plaisir dans cet exercice.**

Les entretiens ont duré **en moyenne 40 minutes** et ont souvent été réalisés avant que les enquêté-es ne fassent leurs courses au sein de l'association. **L'observation des paniers de courses, telle que prévue dans le guide d'entretien, n'a donc pu être réalisée qu'avec deux enquêté-es** (ces paniers n'étaient par ailleurs constitués que de denrées alimentaires). Outre l'absence de panier au moment de l'entretien, les conditions de déroulement des entretiens (temps imparti, anticipation des entretiens : à Pompey, les enquêté-es n'ont pas été prévenus à l'avance par les bénévoles …) ont entravé l'exercice. De mémoire certain-es enquêté-es ont su restituer le contenu de leurs courses précédentes. Les résultats présentés s'appuient sur ces récits.

Des entretiens semi-directifs

Au total, 18 personnes ont accepté de nous parler de leur expérience de vie. Trois entretiens (un dans chaque association) ne seront pas analysés dans le cadre de ce rapport car les conditions d'échange n'ont pas permis de recueillir suffisamment de matériau (entretiens interrompus pour diverses raisons).

L'échantillon présenté n'est **pas représentatif de l'ensemble du public accueilli** par les associations rencontrées. Il résulte d'une **pré-sélection des bénévoles sur place** qui ont contribué à l'organisation de cette enquête. Les bénéficiaires les plus réservé-es et celles et ceux rencontrant des difficultés à s'exprimer en français n'ont pas été sollicité-es pour contribuer à l'étude. **Les bénévoles ont toutefois veillé à diversifier les profils des ménages rencontrés (familles monoparentales, personnes seules, actif-ves/inactif-ves …).**

Le tableau suivant synthétise les entretiens sur lesquels se fonde notre analyse :

Prénom[1]	Lieu de distribution	Sexe	Situation familiale	Situation professionnelle	Durée de participation aux distributions	Statut dans l'association
Ferdaous	Dammarie-les-Lys	F	Mère, mariée, 5 enfants mari accidenté	A la recherche d'un emploi (absence de permis de conduire)	7 ans (en discontinu)	Bénéficiaire
Samia	Dammarie-les-Lys	F	Mère seule, 3 enfants	Salariée à mi-temps (auxiliaire de vie) depuis quelques mois	9 ans	Bénéficiaire
Katia	Dammarie-les-Lys	F	Mère seule, 5 enfants	Au chômage (souhait de créer son entreprise)	Aidée il y a 23 ans, revient de temps à autres depuis quelles années (en discontinu)	Bénéficiaire

1 Les prénoms ont été modifiés pour garantir l'anonymat des personnes rencontrées.

Véronique	Dammarie-les-Lys	F	Mère seule, 3 enfants	Licenciée il y a 10 ans à la suite d'un accident du travail, sans activité professionnelle aujourd'hui (dépression)	10 ans (en discontinu)	Bénéficiaire
Omar	Dammarie-les-Lys	H	Seul (3 enfants âgé-es et indépendant-es)	Retraité (auparavant : intérimaire dans différents secteurs)	18 ans (bénéficiaire : 10 ans)	Employé (5 ans) puis bénévole et bénéficiaire
Théo	Dammarie-les-Lys	H	Seul, vit avec sa mère et son frère (depuis sa rupture amoureuse)	A la recherche d'emploi (que des contrats courts auparavant)	3 ans	Employé (1 semaine -contrat aidé) puis bénévole et bénéficiaire
Sylvie	Villers-Lès-Nancy	F	Seule (1 fille âgée et indépendante)	Retraitée depuis 1 an (invalide sclérose en plaque, licenciée pour inaptitude il y a 10 ans)	Aidée il y a 10 ans quelques mois et depuis 1 an (passage à la retraite)	Bénéficiaire et bénévole
Sarah	Villers-lès-Nancy	F	Mère seule, 3 enfants (dont une enfant malade)	Invalide, ne peut plus travailler	10 ans (en discontinu)	Bénéficiaire
Emmanuelle	Villers-Lès-Nancy	F	Seule (très isolée, plusieurs passages en hôpital psychiatrique depuis l'entrée en retraite)	Retraitée (auparavant : éducatrice pour enfants, invalide depuis 2002)	6 mois (passage en retraite)	Bénéficiaire
Djamil	Pompey	H	Père, marié, 5 enfants de 15 à 28 ans (tous étudiant-es)	En arrêt de travail (dépression sévère depuis 4 ans) Sa femme travaille à mi-temps	5 ans	Bénéficiaire
Isabelle	Pompey	F	Seule (1 fille âgée et des petits enfants)	En retraite depuis 1 mois (invalide depuis plusieurs années)	1 mois (passage à la retraite)	Bénéficiaire
Fadi	Villers-lès-Nancy	H	Père, divorcé, 2 enfants en garde alternée. Réfugié syrien arrivé en France en 2015	Sans emploi. Débute une formation le mois prochain	3 ans	Bénéficiaire
Rachel	Villers-Lès-Nancy	F	Mère seule, 2 enfants	Sans emploi. A démissionné à la suite d'un accident domestique. Incapacité à travailler non reconnue.	2 ans	Bénéficiaire
Eric	Villers-lès-Nancy	H	Père, marié, 2 enfants. Réfugié politique arménien arrivé en France en 2009	A la recherche d'un emploi dans l'habillement. Licenciement économique en 2021. Sa femme travaille à temps plein.	1 an	Bénéficiaire
Betty	Villers-Lès-Nancy	F	Seule	Sans emploi. Invalide depuis plusieurs années.	4 mois	Bénéficiaire

Au cours des entretiens, plusieurs thématiques ont pu être abordées :

- **La présentation de l'enquêté-e, de son expérience des distributions :** qui sont-ils/elles ? Dans quelles circonstances et comment les personnes bénéficiaires se saisissent-elles de l'aide en nature proposée ?
- **La gestion des budgets, les stratégies de consommation déployées :** comment les bénéficiaires aménagent-ils/elles leurs contraintes financières ? Quels astuces mettent-ils/elles en place pour répondre à leurs besoins et boucler leurs fins de mois ? Quels arbitrages sont opérés et par qui ?
- **Le pouvoir d'achat ressenti, le sentiment de privation :** comment les bénéficiaires vivent-ils/elles leurs situations ? Comment se situent-ils par rapport à d'autres consommateur-ices ? Comment vivent-ils/elles leur perte de revenus ?
- **Les impacts de la consommation (ou non-consommation) sur le lien social, l'identité personnelle** : quel rôle joue la précarité sur l'inclusion sociale des bénéficiaires ? Quels sont ses effets sur l'image que les bénéficiaires ont d'eux-mêmes ?
- **Les répercussions de l'aide matérielle :** comment les bénéficiaires vivent-ils/elles le recours à l'aide en nature ? Quelles sont ses conséquences sur la vie des bénéficiaires ?
- **Les projections :** comment les bénéficiaires envisagent le futur ? Anticipent-ils/elles une amélioration de leurs conditions de vie ?

Les entretiens réalisés mettent en lumière des parcours marqués par la précarité matérielle et alimentaire. Alors que le terme "précarité" est souvent utilisé pour regrouper toutes les populations en difficultés sociales, cette enquête, dans le sillage de la sociologie de la précarité (Bresson, 2020 ; Braconnier et Nonna, 2015) **contribue à remettre en cause l'idée selon laquelle les « précaires » constitueraient un groupe homogène**. L'analyse du processus de précarisation, des trajectoires individuelles et du rapport qu'entretiennent les individus à l'aide matérielle dont ils bénéficient, révèle la diversité des situations et constitue le cœur de ce rapport.

2. Cadre de l'enquête

2.1. Des associations partenaires d'ADN

Les trois structures au sein desquelles ont été réalisés les entretiens **déclinent toutes une offre de produits alimentaires et non alimentaires**. Un principe de solidarité régit leur fonctionnement et seuls les foyers confrontés à de fortes difficultés financières sont autorisés à bénéficier de cette aide. Mais au-delà de la distribution de produits, ces associations sont de véritables **lieux d'accueil et d'échange pour celles et ceux qui deviennent bénéficiaires/client-es**.

2.1.1. Une offre diversifiée, personnalisée et à prix réduits

A l'origine, toutes ont été créées pour répondre à des besoins alimentaires. Ce n'est que dans un second temps, à la suite des réclamations des bénéficiaires, que l'offre de produits a été élargie aux produits matériels. La raison d'être de ces associations étant de réussir à proposer tous ces produits à un prix défiant toute concurrence. Grâce aux subventions reçues, aux circuits d'approvisionnement solidaires, ces lieux de distributions cèdent les denrées à 10% voire 5% de leur prix d'achat (Lyséa). Tous les produits proposés sont neufs, sauf certains vêtements reçus en dons, nettoyés reprisés et proposés gratuitement. **Symboliquement, les trois associations rencontrées demandent une contribution financière** à leurs bénéficiaires et font ainsi d'eux des client-es, mais cette participation vise davantage à responsabiliser les bénéficiaires et à faciliter leur acceptation de l'aide. Il n'est donc pas rare de trouver des articles **en dessous du prix d'un euro symbolique.** Aucune association n'a fait le choix d'afficher le prix des produits proposés dans les commerces traditionnels comme cela peut parfois se faire dans les épiceries sociales et solidaires, mais les client-es, qui continuent souvent de s'approvisionner à l'extérieur de l'association, connaissent la différence de prix et ont parfois pris l'habitude de la calculer sur internet.

Deux associations (Lyséa et La Maison de la Solidarité) prennent la **forme d'épiceries sociales et solidaires** et ressemblent à un commerce de proximité avec des rayons en libre-service. **Le choix y est très important** : pour la plupart des produits de première nécessité (shampoing, savon, nettoyant pour les surfaces …), **plusieurs marques sont proposées au client**. Dans ces épiceries solidaires où les client-es choisissent ce qu'ils et elles souhaitent consommer, les bénévoles tiennent un **inventaire** précis des ventes de sorte que les produits "rares" (bien de luxe ou atypiques comme des meubles, produits d'hygiène ou d'entretien achetés en petites quantités, …) puissent être achetés par toutes celles et ceux qui le souhaiteraient. Cela se traduit par un **système de quotas**, généralement bien accepté par les personnes seules mais plus critiqué par les familles nombreuses. Les créneaux après l'ouverture de l'épicerie sont les plus prisés car ils permettent aux bénéficiaires d'avoir accès au plus grand choix. Les bénévoles veillent à ce que ces créneaux soient attribués à des personnes différentes chaque semaine.

Le secours populaire distribue des **colis préconstitués** et organise **deux fois par mois un "vestiaire" composé uniquement de produits textiles** (vêtements, chaussures, draps de lit …). Si la structure

locale visitée dépend de l'antenne régionale pour une partie de ses approvisionnements alimentaires, elle est totalement souveraine pour les choix de produits non-alimentaires et commande, selon les besoins de ses bénéficiaires auprès d'ADN. Il arrive également que l'association se fournisse en supermarchés, pour les produits jugés essentiels qu'elle souhaite acquérir en petites quantités (les palettes ADN sont trop grandes à la vue du nombre de bénéficiaires et des capacités de stockage de l'association). Chaque mois**, les bénévoles veillent toutefois à ce que les produits proposés soient variés et équilibrés. Ils et elles tiennent comptent des évènements (chandeleur, ramadan …) pour constituer les paniers et faire plaisir à celles et ceux qui les recevront.**

Gérées familialement par des bénévoles engagé-es depuis des années, les trois structures rencontrées sont des **associations à taille humaine, qui fonctionnent selon les envies et besoins des bénéficiaires qu'elles connaissent bien**. Il n'est donc pas rare que certaines commandes répondent à une **demande directe formulée par les client-es habitué-es.**

2.1.2. Des bénéficiaires sous condition de revenus, accompagné-es dans la gestion de leurs finances

Les bénéficiaires sont **sélectionné-es en fonction de leurs revenus** : dans un premier temps, l'assistant-e social-e ou le-a bénévole en charge de déterminer l'accès à l'aide, calcule le reste à vivre du foyer. La personne qui prétend à l'aide ramène tous les documents nécessaires (attestations d'obtention des aides Caf, fiches de salaire, quittances de loyer, factures d'électricités/de gaz …) et évoque les causes des difficultés qu'elle rencontre. Le premier colis ou la première distribution est généralement gratuit et permet au bénéficiaire de prendre ses marques dans l'association. **Chaque année (ou deux fois par an), ses revenus et dépenses sont réétudiées** pour qu'elle puisse conserver ou non un accès à l'aide proposée. Rares semblent les cas où l'examen conduit à la fin de l'aide. Le plus souvent, les bénéficiaires cessent de venir aux distributions avant que l'association ne leur demande. Toutes les associations développent également des **marges de manœuvre à l'égard de ces règles de calcul et les personnes les plus en difficultés sont invitées à participer plus fréquemment aux distributions** soit en marge des distributions régulières pour récupérer les invendus (Lysea), soit en ayant droit de faire leurs courses deux fois dans le mois au lieu d'une seule (Maison de la Solidarité). A Pompey, les familles nombreuses peuvent bénéficier de deux colis et certains produits sont offerts aux plus démunis en plus du colis.

Mais la situation financière n'est pas le seul déterminant de l'aide. **La situation d'isolement, le besoin d'un accompagnement social** peuvent favoriser l'accès à l'aide proposée. Accompagné-e par les bénévoles et les travailleur-ses sociaux présent-es, le ou la future bénéficiaire sera conseillé-e pour tenter d'améliorer sa situation et à concrétiser des projets (éponger des dettes, économiser pour partir en vacances, …). Les personnes sur place leur présentent également les aides auxquelles ils pourraient avoir le droit et les guident pour les obtenir. Pour rappel, le taux de non-recours aux prestations sociales est supérieur à 30% en France (DREES, 2022).

Le rôle de ces associations est donc bien plus large que la simple distribution de denrées alimentaires et non alimentaires : les structures rencontrées organisent de multiples ateliers (cuisine, couture,

coiffure …), des repas partagés, des voyages et sorties (weekend à la plage, Marchés de Noël, visites culturelles…) et **tendent à créer du lien social.**

2.2. Trois territoires, trois expériences différentes de l'aide matérielle

Bien qu'elles présentent des similitudes, les trois associations visitées sont dotées d'un **fonctionnement propre, influencé par le lieu d'implantation et les publics accueillis**. De ces différences, découle un **rapport singulier à l'aide** permettant, parfois, l'élaboration de stratégies de consommation, qui dépassent les besoins "essentiels".

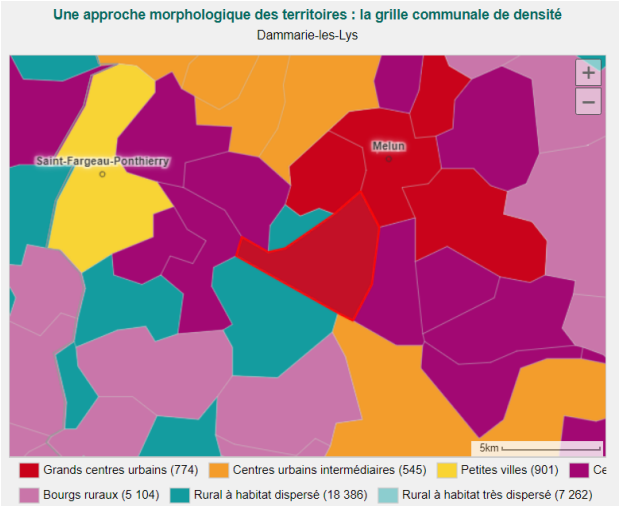
2.2.1. Lysea : un lieu de vie ouvert tous les jours, en plein cœur d'une cité HLM

Lysea voit le jour en décembre 1997. Elle **fait partie des premières épiceries sociales du département**.

Dans le cadre de la politique de la ville, Lysea perçoit une subvention importante, lui permettant de réaliser la majorité des achats de produits redistribués. L'association vit également grâce à une aide de la communauté d'agglomération, à la Caf (qui finance deux postes d'adultes relais) et bénéficie de locaux prêtés par la mairie. La permanence du lieu d'accueil facilite le stockage des produits et permet à l'association d'offrir un large choix à ses client-es. Quelques **300 familles sont accueillies chaque année** dans le cadre des distributions mais aussi des activités que l'association met en place. En effet, peu de temps après la mise en place de l'épicerie, face au désir d'échange et de lien social, un restaurant associatif a été créé. En 2008, l'association s'est également enrichie du projet « Salon de quartier » qui s'adresse aux femmes désireuses de mieux parler français. Trois demi-journées par semaine, une vingtaine de femmes participe à ces cours. Régulièrement, des voyages et des sorties sont également organisés. **Au fil des années, Lysea est donc devenu un lieu de vie à part entière. Les distributions ne s'effectuent que les jeudi et vendredi mais l'association est ouverte tous les jours pour que les habitué-es puissent se retrouver, discuter, utiliser les machines à laver, l'imprimante …**

La situation géographique accroit également sa fréquentation et permet au lieu d'être connu des habitant-es du quartier. Située au cœur du quartier QPV « La Plaine de Lys », Lysea est accessible en 10 minutes de bus depuis le centre-ville de Dammarie-les-Lys et accessible à pied à tous les habitant-es de la Plaine. **Ses locaux sont implantés à côté d'un collège, en face d'une banque et d'une pharmacie, en sous-sol d'un petit HLM, dans une rue fréquentée du quartier. Plus de la moitié des bénéficiaires viennent des environs, ont fait connaissance grâce à l'association ou se connaissaient auparavant, et peuvent se fréquenter hors de Lysea.**

Source : ANTC, Géoportail, Quartiers prioritaires de la politique de la ville. Mise à jour : septembre 2015.



Source : Observatoire des territoires, Portrait de Dammarie-les-Lys, données INSEE, 2023.

La ville de Dammarie-les-Lys est un espace très urbanisé, la Plaine **un quartier HLM avec peu d'espaces verts.** La densité au kilomètre carré avoisine les 2 200 personnes (INSEE, 2023). Il s'agit du **territoire le plus densément peuplé de notre échantillon.** Sa population cosmopolite est composée à 25,1% d'étranger-es et d'immigré-es (INSEE, 2023).

Contrairement aux autres territoires enquêtés, la natalité est à la hausse. Dammarie-Les-Lys est la commune qui compte le plus de familles, mais aussi de familles monoparentales (14,5%, contre 8,4% à Villers-lès-Nancy et 12,9% à Pompey). **La population vivant à Dammarie-les-Lys est également la plus pauvre : le taux de pauvreté était de 23% en 2021 (17% à Pompey et 10% à Villers-lès-Nancy) et le taux de chômage atteint 15,7% (10,1% à Villers à Villers-lès-Nancy et 11,6% à Pompey)** (INSEE, 2023).

Pour Serge Paugam, la pauvreté est moins une situation objective qu'elle n'est un rapport social. En d'autres termes, les pauvres le sont avant tout lorsqu'ils sont assignés comme tels (conséquences des représentations sociales de la pauvreté, de l'environnement dans lequel évoluent les personnes …). A Dammarie-les-Lys, les situations rencontrées pourraient donc se rapprocher de ce qu'il appelle la **"pauvreté intégrée"** : les pauvres ne forment pas un groupe stigmatisé : **il s'agit de ménages pauvres dans un territoire lui-même globalement pauvre (Paugam, 2005). Dans ce contexte, la précarité expérimentée et le sentiment de vivre différemment des autres, est probablement moins exacerbé chez les bénéficiaires de Lysea puisqu'ils et elles peuvent être amené-es à côtoyer des personnes rencontrant les mêmes difficultés qu'eux.**

Pour aider les habitant-es, de **nombreuses associations d'entraide sont implantées à Dammarie-les-Lys et effectuent des distributions de produits** : Donnons-leur une chance, A deux mains, la Croix Rouge, le Secours Populaire, Les Restau du cœur … **En ce sens, Lysea s'inscrit dans un écosystème solidaire dense et constitue, pour les bénéficiaires, une ressource parmi d'autres.**

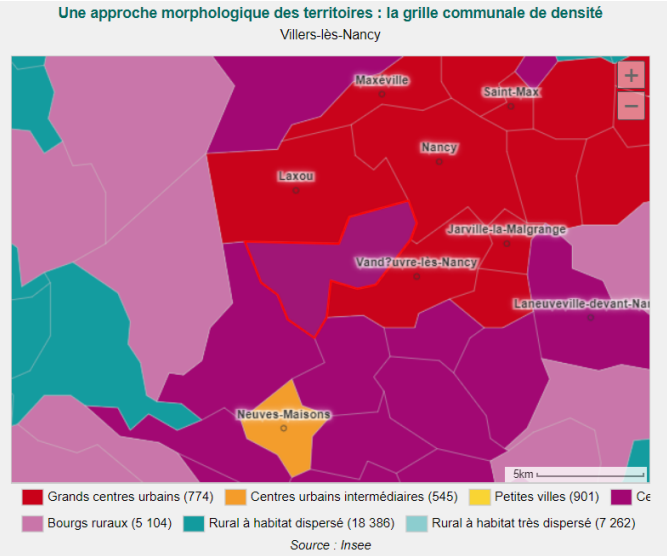
2.2.2. La Maison de la solidarité : deux distributions par mois, accessibles en navette

En 2005, la Maison de la Solidarité du Placieux ouvre ses portes, en partenariat avec le CCAS de Villers-lès-Nancy, le centre social CAF Jolibois et d'autres associations locales (Banque Alimentaire …). 12 ans plus tard, sur décision municipale, l'épicerie solidaire est déplacée à Haussonville, où les besoins seraient plus marqués. Des bénévoles s'organisent pour conserver une épicerie solidaire à Villers-lès-Nancy, elle renait sous le nom "Maison de la solidarité". Elle s'installe dans la partie haute de la ville, **dans les bureaux d'un gymnase municipal qu'elle a le droit d'occuper les 2 jours par mois.** Le reste de temps, les denrées sont stockées dans l'arrière-salle. Seules des denrées sèches peuvent de fait être vendues, faute de système de réfrigération comme il en existait au Placieux. **Peu de temps avant la réouverture de l'épicerie solidaire, une concertation a été organisée avec les bénévoles pour cerner leurs besoins. Ils et elles évoquent les produits de toilette, d'hygiène … Ainsi nait le partenariat avec ADN.** Sur demande des bénéficiaires, l'association développe également un atelier cuisine, un atelier coiffure. Seul le dernier est encore actif aujourd'hui.

Bien que l'espace Marcel Pagnol héberge également le Pôle Petite enfance de la ville, **il ne s'agit pas d'un lieu devant lequel passent beaucoup de riverains. La plupart des nouveux-lles bénéficiaires sont orientés par le CCAS.**

Les transports en commun jusqu'au lieu de distribution sont plutôt rares : un bus par heure relie Villers-lès-Nancy à la ville de Nancy, un bus toutes les demi-heure le lieu de distribution au centre-ville de Villers. Ainsi, **pour faciliter les déplacements des bénéficiaires, chargé-es après avoir leurs courses, l'association a mis en place un mini-bus (prêté par la ville), qui amène les personnes ayant rendez-vous à la Maison de la Solidarité et les dépose chez eux. Les premiers servis attendent les autres, en buvant un café/un thé et un gâteau offert par l'association. Cette attente crée des échanges entre bénéficiaires.**

La Maison de la Solidarité est située dans un **quartier résidentiel composé de maisons individuelles avec petits jardins.** Villers-lès Nancy fait partie de la ceinture urbaine de la métropole nancéenne, dans **l'une des villes les moins artificialisées du pourtour de Nancy** (10x moins artificialisée que Maxéville ou Tomblaine) (INSEE, 2023). Le quartier Pagnol au sein duquel se trouve l'association est entouré d'espaces verts (champs, forêts …). **Comme de nombreuses communes périurbaines, Villers-lès-Nancy attire des familles et des jeunes couples à la recherche d'un environnement résidentiel calme et verdoyant, tout en restant proches des infrastructures et des opportunités offertes par la ville voisine : 26,3% de sa population est composée de couples sans enfant (19,4% à Dammarie-les-Lys et 21,8% à Pompey)** (INSEE, 2023).



Source : Observatoire des territoires, Portrait de Villers-lès-Nancy, données INSEE, 2023.

Source : Google Maps, capture d'écran réalisée le 22/03/2023.

La population vivant à Villers-Lès-Nancy est plus aisée qu'à Pompey ou Dammarie-les-Lys : 60% des habitant-es sont propriétaires de leur résidence principale (40% à Dammarie-les-Lys), 65% des ménages sont imposables et imposés (50% à Dammarie-les-Lys et 45% à Pompey). **15,2% de la population est cade ou profession intellectuelle supérieure, soit 10 points de plus qu'à Pompey et 6,8 qu'à Dammarie-les-Lys** (INSEE, 2023)**. Dans ce cadre, le recours à une aide alimentaire et matérielle peut être vécue difficilement. Le confort matériel des foyers environnants renvoie au déclassement social subi et accentue le sentiment de chute sociale.**

A Villers-lès-Nancy, **une autre épicerie solidaire accueille les personnes ayant besoin d'une aide matérielle et alimentaire pour un délai maximum de 6 mois**. L'assistante sociale, chargée de l'études des dossiers pour la Maison de la Solidarité, **privilégie les personnes qui n'ont pas de perspective d'évolution professionnelle sachant que les autres pourront être prises en charge par l'autre structure** le temps qu'elles retrouvent un emploi. **L'aide de la Maison de la Solidarité est donc présentée comme une aide durable. Les personnes qui y font leurs courses sont donc souvent des bénéficiaires en grande difficulté, qui n'ont plus d'autres solution pour vivre.**

2.2.3. Le secours populaire : des colis alimentaires et un vestiaire dans une ancienne cité ouvrière

Depuis les années 1980, le Secours Populaire anime une antenne dans la ville de Pompey. Deux mercredi dans le mois, cette antenne distribue des colis alimentaires (dimensionnés pour un foyer de 4 personnes), composés essentiellement de denrées sèches alimentaires. En 2023, 650 colis ont été distribués. Dans un frigo, les bénévoles s'arrangent pour proposer quelques produits laitiers (dates courtes récupérées à prix réduits dans les supermarchés, achats supplémentaires réalisés avec le budget

de l'association) pour répondre à la demande des bénéficiaires. Pour s'approvisionner, le Secours Populaire organise régulièrement des collectes dans les commerces alentours. Une fois par mois, il organise un « **vestiaire » : vente de vêtements à maximum 2€. Ces vêtements proviennent d'invendus (neufs) mais aussi de dons, reçu à Pompey par kilos. Les vêtements de marque, de bonne qualité, qui peuvent, à l'appréciation des bénévoles, être réutilisés, sont lavés et proposés au vestiaire. Les autres sont revendus à des usines de recyclage de textile. L'argent récolté est réinvesti dans l'achat de vêtements neufs.** Lors des vestiaires, les bénéficiaires n'ont pas rendez-vous. Les premier-es arrivé-es sont les premier-es servi-es ce qui explique qu'une file d'attente se forme 30 minutes avant l'ouverture de la distribution. En moins d'une heure, tous les intéressé-es ont pu faire leurs courses et quitter le lieu de distribution.

Le secours Populaire est, depuis quelques années**, installé dans la Cité Saint Euchaire, à proximité du chemin de fer, éloigné des principaux services et du cœur de ville. La cité Saint Euchaire est cité ouvrière qui accueillait les travailleur-ses des anciennes aciéries installées au bord de la Moselle**. Ces usines ont été actives jusqu'en 1986. **Les retraités bénéficiaires de l'aide apportée par le secours populaire de Pompey sont, pour beaucoup, d'ancien-nes salarié-es de ces grandes usines et des victimes de fermeture**. La reconversion économique du bassin est cours, mais le taux de pauvreté reste élevé (17%) (INSEE, 2023).

Cité saint Euchaire en 1905

Source : Archives photographique de la mairie de Pompey - Le Républicain Lorrain, 1905.

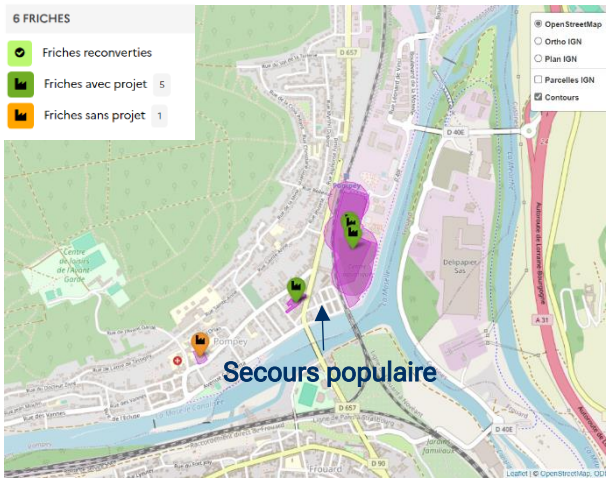
Cité saint Euchaire en 2024

Source : Google Maps, capture d'écran réalisée le 22/03/2024

Lieu de distribution

Source : Photographie prise le jour du déplacement (21/02/2024)

Carte des friches industrielles à Pompey



Source : Extrait Cartofriches, Cerema, extraction réalisée le 22/03/202

Aujourd'hui, la ville perd en habitant-es (-0,8% en 2020 du au solde naturel). **Le vieillissement est un enjeu majeur** : 13% des habitant-es de Pompey ont plus de 75 ans (c'est deux fois plus qu'à Dammarie-les-Lys) et la ville compte très peu de naissances (47 en 2020, alors qu'il y en a eu 103 à Villers les Nancy et 375 à Dammarie-les-Lys) (INSEE, 2023).

3.Une vie faite de sacrifices et de bricolage

Bien qu'ils et elles aient des trajectoires professionnelles et personnelles très différentes, **tous les enquêté-es interrogé-es rencontrent des difficultés matérielles importantes** qui découlent de ressources financières restreintes. Pour s'en sortir et répondre à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs enfants, ils et elles déploient des **stratégies de consommation et de non-consommation similaires**.

3.1 Des budgets calibrés au centime près

Vivant sous le seuil de pauvreté, les bénéficiaires rencontré-es sont, pour la totalité, dépendant-es des prestations sociales qu'ils et elles perçoivent. Parmi eux, un nombre significatif est parent seul élevant des enfants en bas âge, ce qui renforce leurs contraintes budgétaires. Pour pallier ces difficultés durablement installées, les enquêté-es fréquentent les distributions matérielles et alimentaires depuis plusieurs années.

3.1.1. Des revenus essentiellement constitués de prestations sociales

Le niveau comme la structure de la consommation dépendent fortement des revenus du ménage. Dans l'enquête menée, les revenus sont très comparables, tout comme leurs sources : dans ce corpus d'entretiens, **seules deux bénéficiaires interrogées sont actives**. **Les autres vivent uniquement des prestations sociales** qu'ils et elles perçoivent (allocation familiale, RSA, allocation logement, complément santé solidaire, allocation adulte handicapé …). La difficulté d'obtention de ces aides crée une tension supplémentaire dans la gestion des budgets :

*« **J'avais une situation catastrophique lors de ma séparation** avec mon ex-mari et au niveau budget malgré que je voyais un peu partout, j'arrivais pas c'était trop dur, en plus au niveau de la caf j'avais pas d'aides, malgré que je travaillais et que j'avais un revenu bas j'avais pas d'aides, quand vous travaillez et que vous dépassez d'un centime on vous refuse tout ! **J'avais pas droit aux allocations parent isolé alors que mes enfants étaient mineurs à l'époque**, j'avais que le droit aux aides pour les vacances mais bon si on n'a pas les moyens on ne peut pas y aller ! Donc je recevais l'aide mais je partais pas en vacances. Donc c'est par le CCAS que j'ai eu pas mal d'aides au niveau logement, électricité, même alimentaire et ça m'a vraiment vraiment bien aidée ! »* Sarah, mère isolée de 3 enfants, Villers-lès-Nancy.

On distingue **différentes ruptures biographiques** dans les parcours des individus sollicitant une aide matérielle aujourd'hui :

- **La maladie :** qu'elle soit psychique (dépression) neurologique (sclérose-en-plaque) ou cardio-vasculaire, la maladie induit une incapacité de travail dont découle une perte de revenus partielle ou totale, conduisant plusieurs enquêté-es aux distributions matérielles et alimentaires. Dans certains cas, la reconnaissance de la maladie n'a pas été immédiate, créant une carence entre la cessation de l'activité professionnelle et le démarrage de la pension d'invalidité et des difficultés financières supplémentaires pour les personnes concernées.

- **Le passage à la retraite :** transition majeure dans la vie d'un individu, le passage à la retraite opère un réajustement financier plus ou moins compliqué selon la situation occupée auparavant. La retraite produit également un changement d'identité et de statut social qui peut entraîner des conséquences psychologiques importantes et fragiliser l'individu.
- **La rupture amoureuse/le divorce :** pour plusieurs enquêté-es, la séparation avec le/la conjoint-e a été la cause d'une importante perte de revenus. Sans activité professionnelle ou ne pouvant plus l'exercer à la suite de cette séparation (violences conjugales), la personne seule doit repenser ses dépenses tout en essayant de se remettre de cet évènement. La situation économique est d'autant plus complexe lorsque la personne a des enfants à charge.
- **L'exil** : plusieurs enquêté-es interrogé-es ont connu l'expérience de la migration, étant arrivé-es en France dans les 20 dernières années pour jouir de meilleures conditions de vie. Deux d'entre eux ont bénéficié du statut de réfugié, ayant été contraintes de fuir leur pays en raison de persécutions politiques ou de la guerre. L'apprentissage d'une nouvelle langue, la reconnaissance des diplômes, l'obtention d'un logement et d'un emploi sont autant d'obstacles auxquels ils ont dû faire face. Le traumatisme lié à l'exil renforce les difficultés éprouvées par ces enquêté-es.

Dans la majorité des parcours, **ces ruptures s'accumulent et leurs effets se renforcent** : Sylvie par exemple, vient d'entrer en retraite après 10 ans d'invalidité liées à l'apparition d'une sclérose-en-plaque. Sa pension d'invalidité a cessé et elle ne vit plus qu'avec sa maigre pension retraite. Rachel a connu un incident domestique au moment de sa séparation avec son ex-mari. Les conséquences de cet incident sur sa capacité à travailler n'ont pas été reconnues mais elle n'a plus exercé d'emploi depuis et vit grâce au RSA. Djamel quant à lui, est arrivé en France durant l'adolescence. Depuis 4 ans, il est touché par une dépression qui l'oblige à s'arrêter de travailler régulièrement. Il espère que sa maladie sera reconnue pour bénéficier d'aides financières. Sa famille et lui (5 enfants) vivent grâce au salaire de sa femme.

3.1.2. Des équilibres financiers plus difficiles à trouver pour les familles nombreuses et monoparentales

Parmi les 15 personnes rencontrées, 9 sont parents d'au moins un enfant à charge, 6 sont parents d'une famille nombreuse (3 enfants et plus) et 5 sont des familles monoparentales. Or, comme le souligne Vanessa Bellamy « *La présence d'enfants pèse sur tous les budgets familiaux, mais davantage chez certains.* ***Pour les familles monoparentales, les dépenses incompressibles liées aux jeunes enfants occupent 13 % du budget (contre 8 % chez les couples).*** *Une réalité objective qui s'accompagne du sentiment, pour ces mêmes familles, d'être obligées de faire toujours très attention et, plus encore, 'd'y arriver difficilement'* » (Bellamy, 2007). Au sein des familles monoparentales interrogées, plus de 40 % des ménages déclarent qu'ils 'y arrivent difficilement' (Pucci, 2015). Ces éléments se retrouvent dans les discours des mères rencontrées : Sarah et Rachel élèvent seules leurs 3 (dont l'une est en situation de handicap) et 2 enfants et expriment plus fortement que les autres personnes interrogées, un **sentiment de contrainte et de découragement :**

« C'est dur il faut faire attention à tout » Rachel, mère isolée de 2 enfants, Villers-lès-Nancy
« Moi je compte tout, tout, tout » Sarah, mère isolée de 3 enfants, Villers-lès-Nancy.

3.1.3. Une aide matérielle de longue durée

Du fait de leurs situations et du peu de perspectives ascendantes, les bénéficiaires rencontrés sont bénéficiaires depuis plusieurs années et ont de forts risques de le rester. Parmi les 15 enquêté-es, 4 participent aux distributions depuis moins d'un an, 9 sont bénéficiaires depuis au moins 3 ans et 3 depuis plus de 15 ans. Leur participation est régulière, systématique pour la plupart, interrompue pour trois enquêté-es car ils et elles ont connu une amélioration de leur situation temporaire (ex : prise d'un poste) ou par manque de légitimité. Plusieurs enquêté-es complètent les courses qu'ils effectuent au sein de l'association par d'autres distributions (alimentaires, bourses aux vêtements, dons de meubles …).

Invalides, retraités ou en difficulté d'insertion professionnelle depuis plusieurs années, les bénéficiaires envisagent difficilement leur avenir et ont **souvent été orienté-es au sein de ces associations pour la durabilité de l'aide qu'elles apportent : Lysa, la Maison de la Solidarité et le Secours populaire apparaissent comme un point de chute pour celles et ceux qui ont déjà été aidé-es par des épiceries solidaires de court terme et qui ne peuvent plus se passer des distributions pour continuer à vivre :**

« Alors moi j'ai connu Lysea plusieurs années en arrière on était dans une situation, je ne vais pas dire qu'on l'est toujours, on l'est moins, mais mon mari a eu un grave accident de la route et il a été dans le coma très longtemps et je travaillais à l'époque mais son salaire c'était la plus grosse ressource du foyer et il faut savoir que j'ai 5 enfants. Et avec les enfants c'était pas simple de gérer l'hôpital parce qu'il était hospitalisé sur Melun, et les enfants et le foyer te les rentrées d'argent. Du coup j'ai mis un standby professionnellement et j'ai été voir une assistante sociale qui m'a dirigée vers Lysea. ***Elle m'a dit vous avez deux choix : soit vous avez la Croix Rouge sur du court terme et elle m'a dit ou vous avez Lysea et ce sera une association qui est pas loin de chez vous, qui sera sur du long terme. Bah du coup j'ai choisi le long terme ! Elle a dit vous serez peut-être moins servie qu'à La Croix Rouge, mais même si j'ai pas connu la Croix Rouge, j'ai des doutes là-dessus maintenant que j'ai connu Lysea, j'ai des forts doutes*** *»* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys.

« Ayant de faibles revenus, et c'est pas en recherche d'emploi, je suis en invalidité ma santé ne me permet plus de travailler, donc ***ce sera toujours comme ça, l'assistante sociale de la MSA m'a mise en contact avec l'association ici pour voir financièrement subvenir à mes besoins alimentaires*** *»* Betty, bénéficiaire d'une épicerie solidaire durant 6 mois (durée maximale de l'aide), orientée vers la Maison de la Solidarité, seule, Villers-lès-Nancy.

3.2. Un réaménagement des modes de consommation

Pour parvenir à boucler leurs fins de mois ou limiter leur situation de surendettement, tous le bénéficiaires rencontré-es déploient différentes stratégies afin de réduire leurs dépenses. Ces stratégies vont de la substitution de produits jusqu'au renoncement. Elles sont présentées dans l'ordre dans lequel elles sont généralement mises en œuvre et s'accumulent.

3.2.1. Changer ses habitudes de consommation

Quand la précarité transforme les modes de vie, "faire avec ce qu'on a" devient un défi majeur. Pour se faire, les bénéficiaires de l'aide matérielle rencontré-es repensent leurs habitudes de consommation : ils tentent, en premier lieu, de maintenir leurs achats en chassant les bonnes affaires, puis se tournent vers le *hard discount*, les solderies, les premiers prix, pour boucler leurs fins de mois.

La perpétuelle quête des promotions

Il s'agit de la **première stratégie déployée** par les bénéficiaires après leur perte de revenus. Les enquêté-es traquent les promotions sur l'ensemble des produits qu'ils et elles ont l'habitude de consommer (alimentaire, hygiène, entretien, vêtements …), mais également pour les loisirs et sorties. Les personnes rencontré-es glanent ces **bonnes affaires sur internet (réseaux sociaux, groupes dédiés aux réductions sur Facebook …), en installant des applications, grâce au bouche-à-oreille : des bons plans sont échangés chaque semaine au sein des distributions**. **Ces promotions rythment la vie des bénéficiaires et leur dictent un agenda précis de consommation** :

« J'attends les promos, comme beaucoup de gens en ce moment, je ne vais pas acheter quelque chose à 10 euros alors qu'en temps de promo il est à 2 euros » Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

Fadi, lui, ne se rend au restaurant que les lundi midi car la chaîne KFC pratique des réductions ce jour-là. Il effectue ses courses dans la foulée car le restaurant offre une déduction de 15% dans la grande surface juste à côté. De même, Isabelle et Betty ne vont plus au cinéma que le jour de leur anniversaire (offre d'une chaîne de cinéma : une place offerte le jour de naissance).

Les promotions finissent donc par conditionner l'acte de consommation, ce qui génère du stress et une charge mentale importante chez les bénéficiaires rencontré-es :

« C'est tout le temps ça maintenant : ***promo, promo, promo !*** *Avant j'étais cool quoi »* Isabelle, seule, Pompey.

Certain-es ont toutefois l'impression d'être trompé-es par les industriels et commerçant-es lors de ces promotions et périodes de soldes et ont préféré y renoncer :

*« Moi les soldes je les fais plus parce que **c'est du vol : ils doublent souvent le prix pour pouvoir solder au prix initial !** J'ai déjà eu le coup donc moi je ne fais plus les soldes, ça fait au moins 10 ans que j'ai pas fait les soldes »* Sarah, mère de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

La recherche des promotions peut pousser certain-es enquêté-es à quitter le magasin dans lequel ils et elles ont l'habitude de faire leurs courses et à parcourir une distance plus longue :

« Je vais dans les magasins quand y a les promos qui m'intéressent, parce que normalement j'ai mon magasin attitré mais des fois quand y a des promos je vais sur un autre » Rachel, mère seule de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Faire ses courses dans d'autres magasins

Pour continuer à acheter les mêmes types de produits à des prix moins élevés, les enquêté-es ont pris l'habitude de changer de magasin. Cette pratique semble s'être accrue avec l'inflation, certains gros commerces réussissant à maintenir l'augmentation des prix. **Les habitant-es de Villers-lès-Nancy se sont détournés des commerces de proximité (Intermarché) avant le début de l'inflation, à la suite de l'installation de nouveaux consommateur-ices urbain-es ayant conduit à une augmentation des prix** : Sylvie par exemple, s'est résolue à faire des courses d'appoint dans le supermarché le plus proche de chez elle où elle peut y aller à pied, pour les plus grosses courses, elle prend sa voiture.

*« Nous le Inter(marché) est très cher, **parce qu'ici c'est bourg' quand même ! C'est des gens qui ont des maisons** … D'ailleurs les impôts locaux étaient très chers »* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

En optant pour les magasins *hard-discount* ou des solderies, les bénéficiaires constatent une baisse de la qualité des produits achetés, ce qui peut conduire à un retour en arrière, aux grandes surfaces traditionnelles :

*« De temps en temps, on fait un tour à Action parfois et quand on voit un produit qui nous plaît on le prend ! Mais sinon non **on ne va pas toujours faire les courses à Action, c'est pas toujours du qualitatif** ! J'ai acheté une paire de basket, je pensais qu'elle allait durer pour le prix, je l'ai mis un jour et je l'ai foutue à la poubelle le lendemain ! »* Théo, seul, Dammarie-les-Lys.

Pour les autres, la qualité est sacrifiée à regret afin de maintenir certaines dépenses et continuer à acheter les produits jugés comme essentiels. C'est le cas de Sylvie, qui s'habille sur des sites d'ultra-fast fashion : **bien qu'ayant des mauvaises conditions dans lesquelles sont produits ces vêtements, Sylvie n'a plus les moyens d'acheter ces produits en boutiques. Elle souhaite tout de même continuer à renouveler régulièrement sa garde-robe** :

« Je fais sur le net. Sites chinois (rires), Temu, ils ont des bons trucs, au début je n'osais pas trop et en fait c'est de la qualité quand même ! Vous avez beau laver, laver, ça tient ! J'ai eu des mauvais trucs chez … un site chinois … et là j'avais été déçue, c'était mal fini, les coutures à l'envers, vraiment mal

fini ! Puis là c'est pareil je me suis dis, j'achète pas trop, ***je me suis dis "qui fait ça ? Est-ce que c'est pas des enfants ?", voilà y aussi ça qui … Mais bon je peux pas m'acheter des vêtements dans un magasin, c'est pas possible*** *! Ça fait bien 2-3 ans que j'ai pas acheté un vêtement dans un magasin »* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

Renoncer aux marques nationales, privilégier les marques distributeurs et les « sous-marques »

Face à l'inflation, 79% des Français-es interrogé-es par l'IFOP en février 2024 déclarent avoir augmenté leur consommation de produits génériques ou de marques de distributeurs (IFOP, 2024). Depuis plusieurs années déjà, les marques de distributeurs connaissent un succès grandissant : entre 2021 et 2022, elles ont gagné 14% des parts de marché (France Info, 2023). En moyenne 25% moins chères que les marques nationales, UFC-Que Choisi souligne qu'elles ne sont pas nécessairement de moindre qualité (UFC-Que Choisir, 2022).

Dans l'imaginaire collectif pourtant et aux yeux de plusieurs enquêté-es, **les marques sont réputées plus goutues et meilleures pour la santé**. C'est pourquoi, pour les **produits alimentaires,** celles et ceux dont les revenus le permettent, en font un **critère d'achat important** :

« En dehors de Lysea je prends la marque, souvent y a de la marque à la maison (…) On avait acheté des pizzas à Lidl, on les a arrêtés parce que je suis tombé malade avec. C'était pas de la marque …» Théo, seul, Dammarie-les-Lys

Pour les autres, la substitution des marques nationales par des marques de distributeurs et des "premiers prix" est l'un des premiers réflexes pour gagner en pouvoir d'achat. Ce sacrifice des "marques" peut être vécu difficilement : derrière les marques, se cachent des valeurs et des symboles, sur lesquels se fonde l'identité personnelle. Les marques sont associées à des souvenirs, des émotions, peuvent donner le sentiment d'appartenance à une communauté ou une classe sociale (Llorca, Heilbrunn, 2023).

De ce point de vue, la distribution de marques nationales permet aux bénéficiaires de revenir à leurs habitudes de consommation et d'avoir à nouveau accès à des produits de qualité, à très bas prix :

« C'est des bonnes marques ! Par exemple Nivea, Vichy … Parce que je sais ils ont vendu ça j'ai acheté ***c'est des produits bien, niveau qualité*** *»* Samia, mère de 2 enfants, Dammarie-les-Lys

« Comme beaucoup de gens avec l'inflation j'ai arrêté d'acheter les marques, tout ce qui est produits d'entretien par exemple j'achèterai pas de canard WC, si c'est pas à Lysea, j'achèterai bas de gamme. Mais chez Lysea on va vous la proposer encore moins cher que la sous marque ! ***Le produit si je devais l'acheter en dehors de l'asso je ne le ferais pas par les grandes marques. Moi je ne vis pas au-dessus de mes moyens*** *»* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

3.2.2. Anticiper, reporter, contrôler ses dépenses

Selon Nicolas Duvoux, « *la précarité désigne une condition sociale marquée par l'instabilité, l'incertitude et l'exposition à l'aléa* » (Duvoux, 2022). Cette expérience de l'insécurité et de l'incertitude se répercutent sur les modes de consommations et sont particulièrement visibles chez les bénéficiaires rencontré-es : chaque dépense est calculée au centime près, anticipée sur plusieurs semaines voire plusieurs mois ou différée si le reste à vivre n'est pas suffisant.

Calculer toutes les dépenses, consommer toujours la même chose

Parce qu'ils et elles doivent faire attention à toutes les dépenses réalisées, la consommation occupe une place centrale dans leur vie : lorsqu'ils et elles font leurs courses, les bénéficiaires rencontré-es s'astreignent à un certain budget et font en sort de ne pas dépasser son montant à la caisse. Pour s'en assurer, Betty retire de l'argent en liquide et choisit les produits qui lui permettent d'acheter un maximum de choses avec cette somme.

*« Moi j'organise tout**, j'organise toutes les dépenses je programme dans ma tête, je fais un planning pour voir les dépassements**. Donc sauf s'il y a des grandes choses comme la voiture, dans la vie de tous les jours, j'arrive à économiser. Si y a la voiture j'arrive pas (…) c'est organisé, avec un p'tit peu de difficultés mais j'arrive quand même »* Fadi, père de 5 enfants, Pompey

Pour prévenir les mauvaises surprises, les personnes rencontrées consomment régulièrement voire systématiquement les mêmes produits :

« Je connais les prix des produits, je prends toujours les mêmes choses » Katia, mère seule de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

« Je connais tous les prix. Surtout quand on l'habitude de prendre comme la confiture ou des choses comme ça, si ça dépasse 2€ ça ne va pas ! C'est sûr c'est sans sucre tout ça, mais au moins c'est moins cher. Si vous me dites 5€ le pot de confiture je dis non. Même si c'est bio, je peux pas ! » Isabelle, seule, Pompey

En ce sens, **les produits proposés au sein des distributions apportent une diversité au sein du panier de consommation des bénéficiaires.** Les bénéficiaires **y découvrent des marques et des produits qu'ils et elles n'avaient jamais consommé auparavant.**

Prévoir et prévenir les dépenses à long terme

La faiblesse des moyens des bénéficiaires a l'effet d'une épée de Damoclès qui leur fait redouter toute dépense imprévue qui pourrait mettre en péril leur équilibre financier. L'anticipation à laquelle ils et elles sont donc contraints prend la forme de **petites dépenses du quotidien visant à éviter les grosses**

dépenses soudaines : c'est le cas de tous les achats réalisés pour l'entretien du petit et gros électroménagers. Les bénéficiaires ne transigent pas sur l'achat de produits nettoyants, espérant que ces derniers prolongeront la vie de leurs appareils ménagers dont le remplacement ou la réparation sont inenvisageables :

*« Le Calgon y en aurait ici ce serait bien, c'est quand même 11 euros et quelque dans le commerce ! Et ça on ne peut pas s'en passer ! **Parce que sinon la machine à laver au bout d'un certain temps elle va lâcher ! Et ça coûte cher de changer une machine à laver, donc on met 11 euros et quelques dans la machine à laver, ça va jusqu'à ce qu'on en rachète et voilà.** Tout ce qu'on peut faire pour faire des économies on le fait »* Théo seul, Dammarie-les-Lys

*« C'est pareil mes appareils, machine à laver, tout (…) **Je fais attention, je nettoie beaucoup, je l'entretien beaucoup parce que je me dis ça sert à rien d'aller dépenser pour dépenser** (…) moi je peux pas dépenser parce qu'il faut dépenser, **il faut consommer utile et réfléchi** ! »* Sarah, mère de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

L'anticipation permet également d'assouvir les plus grosses envies qui nécessitent des économies : Fadi, qui ne déroge pas aux cadeaux d'anniversaire, demande à ses enfants plusieurs mois à l'avance, le cadeau dont ils ont envie. Il sait ainsi quel montant il devra épargner.

Différer pour équilibrer les budgets

Pour les dépenses qui ne peuvent pas être anticipées (voiture qui cesse de fonctionner, frais médicaux …) et celles qui sont trop lourdes pour être assumées, les bénéficiaires rencontré-es trouvent des arrangements. Certain-es se tournent vers l'assistante sociale de l'association pour solliciter un crédit Caf, d'autres négocient auprès des professionnel-les à qui ils et elles doivent de l'argent pour répartir leurs factures. Betty a ainsi demandé au vétérinaire ayant soigné son chat de payer la prestation le mois suivant, Djamil opte, lorsque cela est possible, pour le paiement en plusieurs fois :

« J'ai une (fille), la dernière fois elle est rentrée à l'hôpital pour faire infirmière, j'étais choquée, il lui ont demandé un … Ordinateur MacBook, je ne sais pas, les truc Ipod là. J'étais mort. Heureusement que j'avais la carte Auchan, je paye en plusieurs fois. Sinon elle peut pas rentrer, je fais comment ? Donc je l'ai payé en plusieurs fois et jusqu'à aujourd'hui » Djamil, père de 5 enfants, Pompey.

"*Je reporte tout ce qui peut être reporté »* Betty, seule, Villers-lès-Nancy

2.3. Des restrictions à tous les niveaux

La privation est caractéristique des comportements de consommation de tous les bénéficiaires rencontré-es. Mais selon les revenus ou la structure familiale (enfants à charge ou personne seule), certains sacrifices sont effectués plus rapidement que d'autres.

2.3.1. Les achats "plaisirs", les sorties et les voyages : premiers sacrifices

Dans le contexte inflationniste, on pourrait s'attendre à ce que l'ensemble des Français-es excluent les achats dits plaisirs de la consommation. Mais les enquêtes menées en 2023 démontrent des restrictions assez modérées : la fréquentation des parcs d'attraction a augmenté, celle des cinémas également (CNC, 2023), les ventes dans l'habillement et le textile ont également cru de 9,5% (IFM, 2022). Ces dépenses semblent être envisagées comme **des récompenses aux sacrifices effectués sur d'autres postes de dépenses** (alimentaire, substitution des marques nationales par les MDD …). Chez les plus précaires et les bénéficiaires rencontré-es, il est en revanche **très rare que de telles dépenses soient maintenues.** Les produits de beauté, les cosmétiques, l'habillement, sont relégués au second plan, achetés uniquement au sein des distributions ou récupérés gratuitement :

« L'année dernière on a eu crème de jour et crème de nuit, Nivea, ***j'ai acheté ici mais je ne peux pas acheter à l'extérieur*** *mais à Lysea pas de soucis je peux acheter. Ça c'est bien. On tombe sur des choses bien »* Samia, mère seule de 2 enfants, Dammarie-les-Lys

Les sorties et loisirs sont d'autant plus impactés qu'il s'agit de **dépenses lourdes et ponctuelles, dont le sacrifice est considéré comme moins dommageable par les bénéficiaires rencontré-es**.

« J'achète pas de vêtements comme avant, tout est calculé, ***avec 2 enfants ils nous reste pas grand-chose à vivre et on ne peut même pas faire de petites économies pour voyager ! C'est compliqué*** *»* Eric, père de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

« Je ne peux pas faire tout par rapport à mon budget. Soit cinéma, parce que c'est très cher à Dammarie ! Par exemple moi ma nièce elle habite à Colombes, le cinéma de Colombes c'est moins cher ! Voilà donc ça reste cher … » Samia, mère seule de 2 enfants, Dammarie-les-Lys

Pour les personnes ayant grandi dans un autre pays**, renoncer aux voyages conduit à la dégradation du lien filial et a de forts impacts sur le bien-être**. Sarah n'a pas vu ses parents depuis 8 ans :

« Le jour où j'aurais les moyens on fera les loisirs. Là ça fait depuis 2016 que je ne suis pas allée en Afrique … C'est le prix à payer, on ne peut pas tout avoir … » Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

2.3.2. L'alimentation comme variable d'ajustement

Si l'alimentation fait partie des dépenses de première nécessité, il n'est pas rare qu'elle serve de variable d'ajustement. Selon l'IFOP : 79% des Français-es interrogé-es sont prêt-es à renoncer à certains produits alimentaires car trop chers (76% pour la viande, 71% pour le poisson). 50% ont déjà réduit les quantités servies à la maison et 38% certains repas. Les bénéficiaires rencontré-es, et **en particulier celles et ceux qui vivent seul-es, rencontrent des difficultés régulières pour se procurer une alimentation saine et suffisante. Ils et elles sont nombreuses à sauter des repas :**

*« **Bon maintenant au lieu de faire 3 repas par jour j'en fait 1**. Je mange que le soir, puis un café avec un gâteau le matin, mais bon jusqu'au soir c'est long mais c'est tout faut faire avec »* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

*« **Des fois je fais 2 repas par jours**. J'ai beau me retourner dans tous les sens, je peux pas plus »* Betty, seule, Villers-lès-Nancy

*« Moi je rogne surtout sur les produits frais. Avant je me rabattais sur les produits congelés, mais ils ont aussi beaucoup augmenté les produits congelés à cause des frais énergétique, les frigos, tout ce qu'ils ont dans les magasins, donc forcément ils répercutent le tarif sur ça aussi. Le frais je peux plus m'en acheter moi un chou à 4€ … Voilà **on nous dit de manger 5 fruits et légumes par jour, moi j'en suis loin et ça va dans le sens de toute la malbouffe qui est proposée aujourd'hui en grandes surfaces, les gens vont vers ce qui a le moins cher et ce qui est le moins cher c'est la malbouffe** »* Emmanuelle, seule, Villers-Lès-Nancy

82% des parents interrogés l'IFOP jugent par ailleurs que depuis la hausse des prix, il est plus difficile de nourrir correctement leurs enfants. Les familles les plus modestes assument offrir une alimentation plus sucrée (51%), plus salée (45%) et/ou plus grasse (44%) à leurs enfants, faute de moyens. **Chez les bénéficiaires rencontré-es, les sacrifices alimentaires sont réalisés par les parents au profit de la bonne alimentation de leurs enfants :**

*« **Moi je saute déjà des repas, mes enfants mangent, mais moi je mange une fois par jour**, je ne vais pas vous mentir, chose que je ne faisais pas auparavant. Aujourd'hui j'attends 1x par jour pour manger, soit je mange le soir, soit l'après-midi et j'attends le lendemain. Je ne déjeune même pas. J'ai adapté ma vie en fonction du budget »* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

Le fait-maison est souvent privilégié car moins cher. Jeunes et grands **ne vont plus à la cantine**, ils et elles mangent ce que leurs mères préparent à la maison tous les midis avec les produits achetés en épicerie solidaire.

*« si je ne travaille pas je n'ai pas de raison de payer la cantine, c'est … Même si j'ai une aide sur le quotient familiale ça ne prend pas la totalité et je me dis **ça ne sert à rien que je gaspille cet argent en cantine alors que je ne travaille pas** »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

2.3.3. Le logement, seule dépense incompressible mais des économies d'énergie

Le loyer constitue le plus gros poste de dépense des bénéficiaires rencontré-es. A ce jour et malgré les difficultés, seule une personne envisage de déménager vers un appartement plus petit. Les autres ne remettent pas le choix de leur habitat en question : ils et elles y sont installé-es depuis plusieurs années, ont leurs habitudes dans le quartier, parfois jouissent d'un tarif avantageux (logements sociaux). En termes d'organisation, le loyer est le **premier montant provisionné ou prélevé après réception des aides ou du salaire.** L'expulsion constitue leur plus grande peur, surtout pour celles et ceux ayant des enfants à charge :

« Je ne pleure pas, ça ne me gêne pas ! Moi je cherche le confort pour moi et mes enfants et c'est l'appartement. Je suis au chaud, avec mes enfants c'est ça le plus important. ***Mon bailleur je ne veux pas qu'il frappe à ma porte et qu'il dise "le loyer" ah non mon loyer il est payé ! L'électricité prélevée, tout. Après je gère le reste tranquille tout va bien*** *»* Samia, mère seule de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

« Je me promène mais pour dire voilà, aujourd'hui je vais aller à Epinal ou Strasbourg ou Metz ou Paris … Non, non jamais. C'est un choix soit je privilégie les loisirs et je ne paie pas mes factures. ***Et comme je préfère avoir un toit sur la tête et que mes enfants aient un toit sur la tête, je privilégie ça et les loisirs tant pis*** *(…) Le principal c'est l'alimentation et le loyer surtout et les factures :* ***je préfère avoir un os dans l'assiette et un toit sur la tête ! C'est ma philosophie*** *»* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

L'énergie constitue également un poste de dépense important pour les foyers rencontrés. Tous **vivent difficilement l'augmentation des prix du gaz et de l'électricité.** Certain-es comme Eric, estiment d'ailleurs que cette inflation a accéléré leur venue aux distributions :

« Quand on ne travaille pas on la sent la différence dans le porte-monnaie on paye tout et il ne reste pas grand-chose pour vivre. Le gaz machin ils ont augmenté de 30% sur une année, l'année dernière en mensualité on a payé 161 avec ma femme. Là je vais payer une régularisation de 287 après 187 par mois ! ***C'est pour ça moi je viens ici*** *»* Eric, père de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Si le montant du loyer ne peut pas être diminué, **des économies peuvent en revanche être réalisées sur la consommation d'énergie**. Ils et elles sont nombreux-ses à traquer le gaspillage et à **imposer aux personnes qui vivent sous leur toit une certaine sobriété énergétique** :

« Je fais plus attention à tout ce qui est énergie, je fais la chasse (rires), et puis l'eau aussi, on essaye de rogner. Bon il faut se laver, mais je leur dis de ne pas rester trop longtemps sous la douche, je remplis plus les machines, voilà, on essaye quand même, je ne sais pas si ça porte trop ses fruits, vu que ça a augmenté je ne vois pas trop la différence » Rachel, mère seule de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Pour les personnes seules, le chauffage est même sacrifié : la non-consommation d'énergie prévient les mauvaises surprises liées à l'augmentation des prix et permet aux personnes concernées des dépenses sur le seul poste qu'elles jugent prioritaire : l'alimentation.

« Sur certaines choses j'ai renié, comme le chauffage, je ne me chauffe pratiquement plus, parce que c'est un des plus gros budgets, plus le loyer » Emmanuelle, seule, Villers-lès-Nancy

2.3.4. Pour les enfants, le sacrifice des parents

Si tous les postes de dépenses sont plus ou moins rognés pour faire face aux difficultés économiques, **les parents se contorsionnent davantage pour répondre aux besoins primaires et secondaires des enfants.** Leur bonheur et leur confort passe souvent avant le leur et implique une large partie des renoncement précédemment cités (sorties, vêtements, soins, beauté …) :

*« **Les enfants avant tout, la maman après !** »* Rachel, mère seule de 2 enfants, Villers-Lès-Nancy

*« Y en a qui aiment se faire plaisir. **Moi quand j'achète c'est pour faire plaisir à mes enfants.** La dernière fois je les ai amenés pour qu'ils puissent se faire plaisir »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Villers-Lès-Nancy

« Samia : La dernière fois j'étais à Zara, c'est cher Zara ! Et bah j'ai regardé et je suis sortie malgré qu'il y a des beaux pantalons, qui me vont bien pour moi, mais au niveau du prix 40 euros le jean, c'est beaucoup. Moi je travaille pour 40 euros, non
-Enquêtrice : Donc les sacrifices c'est plus les vêtements pour vous ?
*-Samia : **Ah oui pour les enfants la vérité je peux pas dire non ! Quand ils me demandent quelque chose je fais tout mon possible.** Mais moi j'essaye de … J'attends la brocante ou quand je viens à Lysea je regarde. Mais on ne peut pas avoir tout dans la vie ! Mais ce côté je m'en plains pas, je ne pleure pas. Quand je viens Lysea je regarde si je peux me faire plaisir. Je suis contente, je suis heureuse. Si je fais pas cadeau pour moi personne fait, c'est vrai, donc j'aime bien. Mais si je ne peux pas c'est pas grave, je vais pas m'endetter pour une chose après je regrette donc non. Mais quand mes enfants ils demandent je peux pas dire non, j'emmène mon fils ma fille pour acheter, non je peux pas dire non »* Samia, mère seule de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

Pour les enfants, les mères achètent des marques, chose qu'elles ne se permettent plus depuis longtemps pour leur consommation personnelle. **Le plaisir de l'enfant et son intégration par la consommation de produits "à la mode" reste prioritaires :**

*« **Le petit réclame des marques,** maintenant oui, mais ça va parce que le grand a des habits de marque, donc c'est surtout les chaussures ou les trucs comme ça, parfois j'achète, pour les anniversaires, Noel, **on fait des trous dans le budget** »* Rachel, mère seule de 2 enfants, Villers-Lès-Nancy

Les études et la mobilité sont perçues comme un levier d'amélioration de la condition matérielle et sociale des enfants. Ces questions entrent dans les calculs financiers des familles et expliquent les nombreux sacrifices :

*« j'ai 3 enfants, je vis seule avec eux, je suis obligée … Je mets 20 euros tous les mois de côté pour les enfants ! **Si ils continuent les études inch'hallah, soit le permis, voilà, le permis c'est pas donné**. Moi*

j'ai eu la chance d'avoir le permis en Algérie, mais voilà, le permis c'est pas donné, moi je mets 20 euros de côté pour les études ou autre chose. On ne sait pas avec tout ce qui se passe dans la vie … Des fois j'ai peur … Franchement j'ai peur …On est obligés de penser à tout. Si j'étais seule pourrais penser que pour moi-même mais là j'ai 3 enfants ! Donc j'assume mes 3 enfants, je suis obligée de mettre de côté pour eux. » Samia, mère seule de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

Pour encourager cette réussite scolaire des parents n'hésitent pas à féliciter leurs enfants par des récompenses matérielles

« Pour les enfants on fait, pour faire plaisir (…) elle nous a jamais demandé capricieuse, c'est nous qui avons donné ***parce qu'elle est intelligente, elle fait bien ses devoirs, elle mérite*** *! »* Eric, père de 2 enfants, Villers-Lès-Nancy

D'autres parents, comme Djamil font en sorte que leurs enfants en études ne travaillent pas :

*« **Je ne laisse pas parce que s'ils touchent l'argent je ne vous le cache pas, il va gagner 200 ou 300 euros, dès qu'elle va toucher l'argent elle va abandonner le truc ! Le plus important c'est la formation le stage** ! Nous on est dans la merde, il faut qu'elle termine ! (…) j'ai sacrifié toute ma vie pour qu'ils grandissent ! Un enfant il grandit pas tout seul, comme un arbre, il faut l'arroser, l'arroser, l'arroser, jusqu'à ce qu'il réussit quoi ! Moi j'ai grandi à Haut du Lièvre, pendant 20 ans, vous savez c'est très chaud là-haut … Le gamin il faut surveiller, quand il est petit il ramène 100, 200€ … mais il y a des parents ils s'en foutent complètement ! Ils laissent les enfants et après il est délinquant ! C'est la faute des parents, pas des enfants ! Vous l'avez laissé dans la nature donc voilà quoi, il faut les surveiller. Moi les miens ils sont tous réussis, infirmière, aide-soignante, Stewart dans les avions, l'autre ici formation avec Orange tout ça …»* Djamil, père de 5 enfants, Pompey

4. Une sobriété "morale" et contrainte

Les individus en situation de précarité et de précarité matérielle ne limitent pas leurs motivations d'achat à la compétitivité-prix. Ils et elles plébiscitent tout autant que la moyenne des Français-es le respect du bien-être animal, le caractère bienveillant d'une entreprise et l'adaptation des produits à leurs goûts et à leurs besoins (Crédoc, 2023). Si les bénéficiaires renconté-es ont conscience du réchauffement climatique, de ses effets et de notre responsabilité humaine, ils et elles subissent leurs conditions matérielles et sont forcé-es d'adopter un mode de vie sobre. La consommation durable, freinée par les contraintes financières et certaines représentations sociales, se développe toutefois sans être corrélée aux enjeux environnementaux.

4.1. Une conscientisation du réchauffement climatique et de la responsabilité humaine

En France, l'environnement fait partie des **principales préoccupations des Français-es**, derrière la santé publique, à un niveau similaire aux enjeux d'emploi, de sécurité et d'immigration (ADEME, 2022). **Plus de 80% des personnes interrogées par l'ADEME attribuent le réchauffement climatique aux activités humaines et ont l'habitude de trier leurs déchets** (ADEME, 2022). De ce point de vue, les bénéficiaires intérrogé-es ne présentent pas de particularités.

4.1.1. Une forte sensibilisation au tri

Les bénéficiaires interrogé-es ont **conscience d'avoir une part de responsabilité pour lutter contre le réchauffement climatique**. Ils et elles connaissent les réactions en chaînes causées par nos modes de vie sur l'équilibre des écosystèmes et la mise en danger du vivant :

« Faudrait qu'on fasse un peu plus attention, parce que les générations futures, qu'est-ce qu'on va leur laisser ? Ils n'auront plus rien après. Ils ont montré les plastiques là au fond de l'océan. Mais j'ai vu qu'il y avait une société qui a créé un filet, ils mettent ça à la sortie des évacuations l'eau (…) et y a un bateau qui récupère les déchets à la surface mais ça ne va passez profondément. Les déchets vont au fond et ils se décomposent et ça devient plus petit, plus petit, les poissons les mangent et nous on mange les poissons ! Donc faudrait qu'on fasse attention … Y en a qui mettent même pas dans la poubelle, ils mettent par terre, mais si tout le monde essayait de faire attention » Théo, seul, Villers-Lès-Nancy.

Dans l'imaginaire des Français-es tout comme celui des bénéficiaires rencontré-es, les déchets font partie des principales sources de pollution. **Dans leurs pratiques quotidiennes, le tri tient donc une place importante dans leur quotidien :**

« Quand j'étudiais à l'université on a analysé le gaz qui sortait du pot d'échappement, c'est dangereux ça surtout le NOX, je pense toujours qu'est-ce que nous on rentre dans les poumons ? Le réchauffement climatique, je pense toujours aussi ! Vous savez quand je suis arrivé en France, par rapport à

aujourd'hui, si on doit comparer, il y a beaucoup de différences entre l'année 2017 et maintenant 2024 ! Je me rappelle il neigeait au mois d'octobre soit 2018, soit 2019 ! Réchauffement climatique ça arrive, il faut penser à ça (…) ***Moi je jette pas partout, la pollution de la forêt, c'est pour mes enfants ! Et mes proches, je leur dis toujours 'il faut pas jeter, il faut faire attention l'environnement' et mon ami il me dit tu es le père de l'environnement (rires),*** *voilà moi je pense toujours comme ça ! (…) si je vois quelque chose qui est pas bien pour le tri, par exemple je suis en sortie avec mes amis à côté du Lac de Madine, j'ai trouvé beaucoup de poubelles de déchets, on peut pas faire ça ! Non il faut mettre un sac dans la voiture »* Fadi, père de 2 enfants, Villers-Lès-Nancy

Les bénéficiaires rencontré-es consentent à cet effort individuel mais ils et elles **regrettent le manque d'actions collectives, notamment de la part des industriels** qui continuent de produire des articles suremballés :

« Moi je fais le tri, je mets dans les sacs jaunes, le verre dans les bacs, je fais mon p'tit colibri … Qui met sa p'tite goutte d'eau ! ***Je fais de mon mieux de mon côté mais faudrait que ce soit les gros industriels qui fassent les choses,*** *puis certains pays qui ne veulent pas entendre du changement climatique, je pense aux Etats-Unis, je pense à la Russie … Ce sont des gros pollueurs mais l'argent est plus fort que tout quoi ! »* Emmanuelle, seule, Villers-lès-Nancy

« ***Ce serait bien qu'ils (les industriels) utilisent des emballages recyclés,*** *parce que tout ce qui est plastique c'est bien mais c'est des objets qui mettent de temps à se désagréger »* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

Ce sentiment d'injustice éprouvé par les personnes confrontées à la précarité matérielle découle également du **manque de prise en compte des inégalités sociales dans l'injonction à lutter contre le réchauffement climatique**, comme le rappelle la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier dans une interview accordée au *Monde* : « *Les marges de manœuvre d'une partie de la population – en l'occurrence celle qui a la contribution la plus forte au changement climatique – sont beaucoup plus élevées que pour une autre partie de la population, plus contrainte sur le plan économique. Le problème, c'est que les injonctions envers les individus sont assez peu socialement différenciées. On entend peu parler de façons de mobiliser les individus sous l'angle de la mise en regard de leur contribution, avec leur responsabilité* » (Dubuisson Quellier, 2022).

4.1.2. La sensibilité environnementale, fonction du lieu d'habitation ?

Au-delà de la question des déchets, il semblerait que la **sensibilité environnementale soit plus prégnante chez les bénéficiaires ayant un contact privilégié avec la nature**. A Villers-Lès-Nancy, territoire le moins artificialisé, plusieurs bénéficiaires pratiquent des activités **en plein air (marche en forêt, vélo …).** Il s'y développe également diverses **actions de nettoyage de la nature**, auxquelles participent ou souhaitent participer trois bénéficiaires. Les villarois-es rencontré-es **bénéficient également d'un jardin** (parcelles prêtées par la MJC et jardins partagés), ce qui leur permet de cultiver des fruits et légumes sans pesticides ni intrants chimiques :

« On m'a proposé un p'tit jardin donc j'ai cultivé toute la saison dernière, donc je me suis rempli le congélateur de tomates, j'ai fait de la sauce tomates (…) ça appartient à la MJC, c'était bien ! Ca m'a permis d'avoir des légumes frais ! Parce qu'ici y a pas de légumes frais (…) ***ça me plaisait puis ça me permettait d'avoir des légumes frais, puis je sais d'où ils viennent, surtout ça aussi ! Parce que le frais on ne sait pas d'où ça vient, on ne sait pas comment ça a poussé, avec quels pesticides, les OGM … Moi là-dessus … Je ne bois plus d'eau du robinet, c'est fini, j'ai regardé quelle eau était la moins toxique quoi, je m'achète mon eau bouteille.*** *Parce que vous regardez sur le net, bah vous vous dites l'eau elle est pas bonne, surtout dans la région (…)* ***je préfère manger sain, manger mieux et moins souvent, que manger de la m****»* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

« ***Il faut aussi sauver la planète ! Dame nature elle nous donne tout mais quand on la maltraite, tout ce qu'on subit là c'est normal, parce que la nature reprend ses droits****. Moi je suis très nature, c'est une mère nourricière donc on a le droit et le devoir de prendre soin d'elle, c'est elle qui nous nourrit ! C'est vrai que les patrons du CAC 40, l'argent ne paye pas tout, vous ne partez pas avec l'argent dans votre tombe donc il faut aussi faire attention à l'alimentation, parce que* ***quand les industriels ils font l'alimentation ils mettent toutes les cochonneries, les saloperies, pour la santé humaine c'est pas bien ! Mais bon comme l'argent est plus fort que tout … C'est pour ça que moi j'ai pris ce jardin, au moins je mange bio : parce que moi cultive je mets pas d'engrais c'est soit du fumier ou des fois pour enlever les mauvaises herbes je fais infuser les orties dans de l'eau*** *»* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

Plusieurs études (Clayton, Colléony *et al.*, 2016 ; Schultz, 2000) ont démontré que **les expériences menées dans la nature renforcent l'envie d'agir en sa faveur**. Certain-es chercheur-ses vont même jusqu'à dire que la proximité avec la nature est prédicatrice de comportements écologiques.

4.2. Une sobriété imposée

En 2021, l'ADEME donne à la sobriété la définition suivante : « *Dans un contexte où les ressources naturelles sont limitées, la sobriété consiste à nous questionner sur nos besoins et à les satisfaire en limitant leurs impacts sur l'environnement. Elle doit nous conduire à faire évoluer nos modes de production et de consommation et plus globalement nos modes de vie, à l'échelle individuelle et collective* » (ADEME, 2021). Depuis quelques années **les pratiques qui tendent vers cette sobriété sont à la hausse : 58% des Français-es déclarent consommer moins**, 70% baisser la température de leur logement en hiver ou limiter la climatisation en été (9 points de plus qu'en 2020) et 53% limiter leur consommation de viande (7 points de plus qu'en 2020) à des fins écologiques.

Toutefois, chez les bénéficiaires rencontré-es, ces pratiques découlent plus souvent de considérations économiques qu'environnementales. **La sobriété, souvent comprise sous l'angle énergétique, s'impose dans les faits par l'augmentation des prix, la perte de revenus et l'absence de choix.**

4.2.1. Une sobriété énergétique incomprise

De façon spontanée, la sobriété est comprise comme une économie d'énergie. Le plan de sobriété énergétique et les mesures mises en place par le gouvernement en 2022 ont sans doute contribué à populariser la notion de sobriété sous l'angle énergétique aux dépens de sa définition plus générale et de la frugalité matérielle qu'elle incarne. **Du point de vue stricte de la consommation d'énergie, les bénéficiaires font, sous la contrainte de leurs difficultés financières, des efforts pour ne pas gaspiller d'énergie** :

« Enquêtrice : On entend beaucoup parler de sobriété, est-ce que vous ça vous parle ?
*– Théo : **Quand on est dans une pièce, toutes les autres elles sont éteintes** (…) quand on est devant la télé, y a que le salon d'allumé et puis on a que des ampoules Led, on fait attention oui oui ! »* Théo, seul, Dammarie-les-Lys

Plusieurs bénéficiaires soulignent les **incohérences des discours politiques autour de l'électricité**. Les économies d'énergies planifiées se heurtent au projet d'une mobilité toute électrique et paraissent en complet décalage avec leurs conditions de vie :

*« C'est pareil la voiture électrique, c'est débile, **ils prennent vraiment des gens pour des c*** : ils disent il faut faire des économies sur l'électricité et sur le gaz, ok, on essaye de faire et là on nous dit 'le gaz va augmenter parce qu'il n'y a pas assez de débit'**, je ne comprends pas les gens qui sont comme ça ! Et l'électricité, on était tranquille avec notre électricité, indépendants, vraiment bien pour des années et des années, on a arrêté nos centrales, maintenant on donne notre électricité à l'Allemagne qui nous la revend. **Alors sobriété je veux bien mais on manque d'électricité et on nous dit de prendre des voitures électriques donc bon, quand vous voyez les batteries comment elles sont faites, qui fore pour avoir le lithium pour mettre dedans, c'est des enfants (…) donc sobriété pfff …** »* Sylvie, seule, Villers-Lès-Nancy

*« J'ai lu un article sur un journal il dit à l'année 2050 les voitures de moteurs thermiques elle va terminer en France **mais on a le problème pour produire l'électricité** ! »* Fadi, père seul de 2 enfants, Villers-Lès-Nancy

4.2.2. L'autolimitation ou la dépossession forcée

Dans le discours des bénéficiaires rencontré-es, la sobriété **se confond avec la privation matérielle liée à la précarité.** Les bénéficiaires développent des pratiques "sobres" sans les conscientiser comme telles, sous l'effet de leurs contraintes budgétaires : au quotidien, ils et elles ont par exemple appris à questionner chacun de leurs achats pour s'en tenir aux biens qu'ils et elles jugent « nécessaires ». Des techniques sont trouvées pour limiter l'utilisation des produits et éviter l'achat de produits d'hygiène, d'entretien … :

*« Moi je privilégie ce qui est utile ou même des fois quand c'est utile **je me pose quand même la question : est-ce que j'ai vraiment besoin**. Si c'est pour acheter et faire le décor dans la maison, non. Faut se poser les bonnes questions aussi ! »* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

« Normalement le ménage c'est une fois par semaine mais pour ne pas dépenser, je décale à 1x toutes les 2-3 semaines. Et pareil pour les carreaux pour éviter de les faire toutes les 2-3 semaines, ***j'utilise le vinaigre blanc, donc quand je passe le chiffon, je passe l'Est Républicain, ce qui fait qu'il y a 0 trace donc je peux attendre parfois 3-4 semaines****, voire 1 mois pour faire les vitres et le contour avec le liquide vaisselle.* ***Donc ça réduit mes dépenses*** *»* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

La précarité les invite également à la **réutilisation des produits qu'ils et elles possèdent déjà**, leur donnant l'impression d'avoir un mode de vie sobre, de fait :

« La plupart du temps j'attends qu'il y ait les soldes. Mais là ça fait un p'tit moment que même en soldes j'achète plus. J'ai assez de fringues et puis ça (montre son pull) je l'ai trouvé ici. Pas la peine de blinder l'armoire pour pas les mettre (…) Je fais attention, j'achète que quand je mets vraiment. Quand c'est troué ou déchiré, hop poubelle. J'attends que ce soit usé, les baskets c'est pareil » Théo, seul, Villers-lès-Nancy

Loin de l'idée de posséder moins pour réduire leur empreinte carbone, les bénéficiaires procèdent à une **« dépossession forcée »** pour gagner un peu d'argent qu'ils et elles réinvestissent dans des dépenses jugées plus fondamentales (alimentation, mobilité, énergie …) :

« ***Je revends beaucoup sur Leboncoin. C'est presque à dire je prends et je revends plus cher quoi, je suis un peu obligée de faire ça …*** *Tant que ça marche ! Quand j'ai un truc maintenant aujourd'hui je pense tout de suite à le revendre, je regarde Leboncoin pour savoir combien qu'ils le revendent les autres, obligé ! »* Isabelle, seule, Pompey

Les bénéficiaires rencontré-es **n'ont jamais questionné leurs modes de vie dans la perspective d'un alignement avec les enjeux environnementaux mais leurs pratiques et représentations ne diffèrent pas de celle de la population générale** : dans sa dernière enquête sur la sobriété, l'ADEME révèle que si les Français-es développent fréquemment une diversité de pratiques relativement « sobres » (se passer d'un véhicule automobile, éviter l'avion ou la voiture pour partir en vacances, privilégier les achats de produits de seconde main, conserver ses appareils numériques le plus longtemps possible, limiter sa consommation de viande, s'habiller plus chaudement plutôt qu'augmenter le chauffage…), ce qui motive l'adoption de ces pratiques résulte plus souvent de considérations économiques. L'intégration explicite et effective des enjeux environnementaux dans les modes de vie reste largement minoritaire (ADEME, 2024). **Seulement 15% des interrogé-es décrivent s'être engagé-es dans des pratiques dites « de sobriété » pour des raisons écologiques.**

4.3. Les barrières d'accès à la consommation durable

Bien que la consommation durable tende à se normaliser, les prix des produits bio et éco-responsables sont encore perçus comme trop élevés par une majorité des Français-ses (ADEME 2022). Ils et elles estiment également que les entreprises et les marques ne les aident pas à consommer responsable (ADEME 2022). **Les bénéficiaires de l'aide matérielle, pour qui le coût de la vie constitue une**

préoccupation majeure, ne s'attardent pas ou plus sur la composition et la provenance des produits qu'ils utilisent. Des freins, d'ordre plus symboliques, entravent également le développement d'une consommation plus responsable.

4.3.1. Les barrières financières

Le prix perçu comme trop élevé au regard du budget "courses"

Dans l'imaginaire et la pratique d'une grande majorité des bénéficiaires, les produits bios (assimilés par les bénéficiaires à l'idée de protection environnementale) et éco-certifiés sont plus chers que ceux qui ne le sont pas. Dans la composition de leur panier, ils et elles ne veillent qu'à une chose : ne pas dépasser leur budget. Les produit "verts" sont donc proscrits :

« Je fonctionne toujours par rapport à mon budget aussi ! Donc moi je ne peux pas acheter quelque chose à 5 euros alors que je peux le trouver à 1 euro ! Les 4 euros qu'il reste c'est pour autre chose et si je prends là, le bio, donc je peux pas avancer ! Donc je prends autre chose. ***Donc c'est par rapport à mon budget aussi, je peux pas prendre bio et tout et après je ne paye pas mon loyer !*** *Ce n'est pas possible ! »* Samia, mère seule de 2 enfants, Dammarie-les-Lys

Sarah qui a l'habitude d'utiliser Yuka constate que les produits indiqués 100/100 sont systématiquement plus chers que les autres. Il n'est donc pas rare **qu'elle se replie sur les produits moins bien notés, quand bien même elle souhaiterait changer son mode de consommation pour protéger l'environnement.**

Du fait de leur prix, les marques qui prennent des engagements pour l'environnement s'adresse à une frange particulière de la population (les "écolo de chez écolo"), prête à sacrifier certaines dépenses, nécessaires ou de confort, pour protéger la planète. Ferdaoues ne s'identifie pas à ces consommateur-ices et **se sent exclue d'une consommation respectueuse de l'environnement** :

« J'ai le déclic de regarder le prix en magasin, j'ai eu le déclic je me suis dis ***'mais en fait ils veulent faire un truc écolo mais ça ne l'est pas parce que les gens n'ont pas envie d'acheter étant donné le prix que c'est !'*** *vous voyez ce que je veux dire ? Après vous avez vraiment les écolo, de chez écolo de chez écolo, qui sont prêts à tout pour la planète mais non moi je ne vais pas jusque-là »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

La question d'accès à une offre de produits locaux, bios et éco-conçus n'a pas été abordée spontanément mais la **fréquentation de solderies comme Action ou d'enseignes Hard Discount laisse supposer que les bénéficiaires jouissent d'un choix en termes de produits verts plus réduit** que celles et ceux qui font leurs courses en grandes surfaces ou en magasins bios.

De même, la présence de marques ayant pris des engagements vis-à-vis de l'environnement dans les rayons des épiceries solidaires ou dans les colis du secours populaire ne suffit pas pour initier un changement d'habitudes de consommation :

« ils ont vendu un pack de lessive naturelle, il fallait la faire soi-même. On en a fait une activité avec ma fille elle était contente mais non franchement je ne fais pas à la maison quoi. J'achète pas le nécessaire pour faire à la maison » Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

« Mmm non on n'achète pas trop. C'est très rare qu'on achète du bio (…) Y a certains produits qui sont chers et ***je crois qu'on n'a pas l'habitude d'acheter bio donc on n'achète pas*** *»* Théo, seul, Dammarie-les-Lys

Chez les plus sensibilisé-es : des changements de pratiques pour joindre les deux bouts

Si le prix est un argument frein majeur chez les personnes qui n'ont jamais engagé d'actions individuelles au niveau de leur consommation pour protéger la planète, il pourrait moins l'être chez celles et ceux qui avaient l'habitude de consommer des produits labellisés et éco-certifiés avant la perte de revenus. Pourtant, **même chez les plus sensibilisé-es, chez celles et ceux ayant une consommation dite "responsable" avant qu'ils et elles n'aient besoin de recourir à une aide matérielle, les réflexes d'analyse de la composition des produits et de recherche des labels disparait progressivement. Isabelle en est l'exemple. Lorsqu'elle était active, elle veillait à consommer des produits locaux et français :**

*« **J'allais quand même dans les magasins bios** ! C'est sûr que c'était plus cher mais la qualité était beaucoup mieux ! Bah oui les bananes ou quoi que ce soit, ça n'avait aucun rapport ! C'est sûr c'est plus cher mais quand je prenais 6 bananes elles duraient plus d'une semaine, que là … La qualité était là »* Isabelle, seule, Pompey

Ces pratiques ont cessé lorsqu'elle est partie à la retraite. Elle aspire un jour les retrouver grâce à une meilleure gestion de son budget (déménagement, remboursement des dettes accumulées …) :

« Quand on arrive à ce point, on ne regarde pas vraiment ça. Avant oui ! ***Quand je travaillais oui c'est sûr, mais maintenant non, je ne peux plus. Si en plus on doit regarder ça on ne peut pas !*** *Mais par contre s'il est super on dira 'pourquoi pas plus tard' oui ! Mais pour l'instant on ne peut pas pas » Isabelle, seule, Pompey*

Rachel aussi compose son panier différemment et s'interdit les produits bios, trop chers. **Pour le bien-être animal, des compromis sont toutefois trouvés et des impondérables demeurent :**

« Le bio après j'ai oublié aussi parce que financièrement les œufs bio pfiou, mais jamais jamais jamais je n'achèterai des œufs de catégorie 3 ou 2. ***Je préfère ne pas acheter d'œufs que des catégories 3*** *»* Rachel, mère seule de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Celles et ceux qui, comme Fadi, sont très sensibilisé-es à la cause environnementale, sont les plus grand-es consommateur-ices des produits éco-responsables distribués. Ils connaissent l'offre de

produits "verts" proposée au sein de l'association parce qu'ils font attention aux engagements écologiques que les marques prennent :

« Oui quelques fois il y a des marques que j'utilise ici, c'est marqué éco, économique, bio, mais c'est plus cher, mais moi toujours je pense au tri, aux choses qui est bon pour l'environnement, ***je choisis quelques produits où c'est noté c'est bon pour l'environnement, oui. Il y avait avant un produit pour machine à laver, j'utilise lui, il est bien, y a pas beaucoup de produits chimiques*** *(…) Quand j'étais en Syrie pour utiliser le bon produit pour environnement, je pense toujours comme ça !* ***Ca fait longtemps que je pense comme ça, les produits, la consommation de l'eau, je pense à changer ma voiture de voiture électrique des choses comme ça*** *»* Fadi, père seule de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

4.3.2. Les barrières symboliques

Dans son étude sur la consommation de paniers AMAP, Patrick Mundler a démontré que les prix de ces denrées ne sont pas supérieurs à ceux de la grande distribution ni à ceux des marchés ordinaires. Ces paniers pourraient donc soulager les budgets des ménages les plus précaires mais ils et elles ne les achètent pas. Il conclut que les barrières à la consommation de produits en circuit court sont d'ordre sociologiques (Mundler, 2013). Le même constat peut être établi en analysant les modes de consommation des bénéficiaires rencontré-es : si l'argument économique est systématiquement invoqué, les représentations sociales et les symboles que ces consommateur-ices associent aux produits éco-responsables sont tout aussi déterminants.

Des préjugés négatifs façonnés par les "mauvaises expériences" : l'exemple de la seconde main

Victimes de mauvaises expériences avec les punaises de lit, plusieurs bénéficiaires interrogé-es **associent la seconde main à des produits sales, vecteurs de nuisibles** :

« Y a les punaises de lit et je trouve qu'après … C'est prétentieux de dire ça ***mais moi je suis quelqu'un de clean dans la maison !*** *Pas que vous, que d'autres personnes mais quand je suis déjà rentrée chez des gens je me suis dit mais* ***pour rien au monde je ne récupèrerai des meubles chez les gens ! Même des vêtements !*** *Pour mes enfants, quand j'achetais des vêtements à Kiabi, des boutiques pour enfant, c'est pas un enfant porte et après ça va à la poubelle, je donne aux autres et après quand j'en ai plus besoin mais je ne rachète pas aux gens. Nan, j'ai peur des puces, des punaises de lit, des cafards, dans les bâtiments les cafards c'est une horreur !* ***Moi je vous le dis franchement s'il y a avait des produits de seconde main ici je ne prendrai pas. J'ai trop peur.*** *Et à l'époque on j'habitais au 13e étage, on a eu dans le bâtiment, pas chez moi, on a eu des gens qui avaient des cafards et des punaises de lit et j'étais comme une folle, on faisait hyper attention, on ne prenait pas l'ascenseur c'était …* ***Alors si vous prenez un meuble à bas prix et qu'il vous attire des ennuis c'est pas la peine parce que les gens ne sont pas toujours gentils*** *»* Ferdaoues, mère de 5 enfants Dammarie-les-Lys

« j'ai peur parce que j'ai attrapé il y a quelques temps des punaises de lit. C'est affreux. Donc la 2e main … voilà. J'achetais souvent des meubles, j'ai acheté une banquette et c'est venu dans la banquette. ***Ca a été une galère pendant 7/8 mois (…) on se pas en parler, je l'ai dit à ma fille elle a***

dit 'oh bah je viens plus !' ou quand elle vient elle reste debout, c'est compliqué » Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

« Non ***par principe, non, par exemple les habits tout ça, pour l'hygiène tout ça, avec l'histoire des punaises de lit, puis on sait pas trop qui a porté tout ça****. Vous allez me dire 'vous le lavez' mais non non, je prends pas »* Rachel, mère seule de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Locataires de HLM, d'habitats parfois vétustes ou insalubres qu'ils ne peuvent pas quitter faute de moyens, les plus précaires sont moins armés pour se débarrasser des nuisibles lorsqu'ils apparaissent. Ils et elles préfèrent donc se tourner vers du neuf à travers la fast fashion ou l'ultra fast-fashion et se passer des achats de meubles.

Une offre peu lisible

Malgré la Loi AGEC contraignant les marques à plus de transparence autour de la traçabilité, l'origine des principaux produits d'entretien, d'hygiène, des vêtements … demeure très floue pour les bénéficiaires renconté-es :

« On ne voit pas trop quelle est l'origine … Origine France, local, sur l'alimentaire oui, on sait que ça vient dans le coin. Le non alimentaire à part made in France que vous avez des fois …» Rachel, mère seule de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Si les entreprises sont tenues de fournir des informations claires sur l'identification des produits, la multiplication des labels, logos et mentions sur les produits de grande consommation semble toutefois semer une certaine confusion auprès des consommateur-ices (Crédoc, 2007). **Fadi, pourtant sensibilisé à la cause environnementale, confond la marque "Eco +" du distributeur Leclerc avec un écolabel :**

*« **Il y a 2 ou 3 produits comme ça ici, oui, c'est noté éco, il y a huile, vinaigre, oui moi je prends éco, éco+. Pour moi c'est quelque chose qui est bien pour l'environnement moi je pense toujours comme ça !** »* Fadi, père seul de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Les bénéficiaires rencontré-es ont le sentiment d'avoir **peu d'informations sur les conditions dans lesquelles les produits qu'ils consomment ont été fabriqués**. Si certain-es, comme Sylvie, privilégient des achats en pharmacie, ils et elles ne sont pas sûr-es que les droits des travailleur-ses et le bien-être animal soient plus respectés.

« Enquêtrice : Que ce soit ici ou ailleurs, est-ce que vous essayez de faire attention aux conditions de production, aux modes de production : les salaires des travailleurs, le travail des enfants …
-Théo : (rires) pas du tout ! Euh plus la volaille j'achète plus … Pas élevé en batterie quoi. C'est plutôt Loué (…) la seule chose que j'achète toujours au marché c'est le lapin. ***On met le prix mais on sait qu'il est meilleur. Sinon … non … Je fais pas trop attention, bon faut pas que ça vienne d'Asie, fait par des enfants mais ça on ne peut pas savoir !*** *Après ça ferait une trop grande liste sur l'étiquette (…) mais sinon je fais pas trop attention à ces trucs-là »* Théo, seul, Dammarie-les-Lys

« Pharmacie c'est déjà meilleure qualité, mais j'en prends 1 tous les 4 mois, je préfère faire ça que d'acheter des crèmes de je ne sais pas d'où ça vient, avec quoi c'est fait … Si y a pas eu des animaux tués pour ça ! Faut voir tout ça c'est important quand même ! C'est notre vie, les animaux c'est notre vie y a pas que les humains ! (…) ***après même en pharmacie au fond on ne sait pas mais bon on se dit, peut-être que c'est mieux, voilà. Là j'en suis pas sûre mais je sais qu'en grandes surfaces tout ce qui est produits c'est du caca !*** *Même dans les parfumeries ces trucs-là. Non moi je prends une crème teintée, ça suffit, je ne me maquille pas, si grandes occasions »* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

Le bio, un argument marketing

Dans leur étude, Aurélie Merle et Mathilde Piotrowski identifient une distinction entre le bio « théorique », qui correspond au bio qui devrait l'être et le bio « pratique », pour lequel s'opère une **relativisation du bénéfice-santé, qui correspond davantage à une réalité commerciale et à un argument marketing (Merle, Piotrowki, 2020)**. Cette distinction se retrouve dans le discours tenu par les bénéficiaires rencontré-es : nombre d'entre eux **considèrent que le « vrai » bio n'existe pas. Ils sont plusieurs à considérer qu'il n'y a pas de différences entre les produits conventionnels et biologiques, l'air et les sols étant dans tous les cas, très pollués** :

*« **Moi dans ma tête déjà y a pas de bio ! La planète elle est déjà polluée !** C'est la vérité je veux pas mentir ! Moi dans ma tête pour moi ça n'existe pas le bio, y a trop de pollution ! Donc moi quand je trouve des produits comme ça, je regarde pas bio, tout ça non. La terre vous voyez avec les voitures, les produits, on est déjà pollué dans tous les produits qu'on prend. **Après y a des gens qui croient y a du bio, je peux pas dire que … Voilà … Mais moi non ! Pour moi ça existe pas**. Donc je prends pas. En plus les produits bios c'est pas donné ! moi quand je fais les courses à la Vie Claire, pour les personnes âgées pour qui je travaille le matin, c'est pas donné les prix ! Donc … ce côté je regarde pas ! Niveau prix, niveau tout, je regarde même pas !»* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

« Le bio, faut voir comment est fait le bio … Ce qu'ils nous balancent sur la tête … ***On vend ça pour du bio mais c'est pas du bio !*** *On nous le vend cher en plus, mais c'est pas normal, parce que c'est pas du bio ! C'est pas …* ***C'est pas possible d'avoir vraiment du bio, si ce que vous cultivez chez vous, sous serre ! Là ce sera du bio parce que vous savez ce que vous plantez, parce qu'il n'y a rien qui tombe, sous serre***. *Là le bio qu'on achète c'est la même qualité que le non-bio. Bon un peu moins de pesticides, un peu moins, un peu moins … Mais ça ne rime à rien !»* Sylvie, seule, Villers-lès Nancy

Le bio serait donc une préoccupation récente, un **effet de mode**, permettant aux industriels d'augmenter leurs marges :

« on mange ce qu'il y a, y a pas de bio, y a pas de bio, on s'en passe ! ***Moi j'ai 43 ans, avant ça n'existait pas le bio, on mangeait ce qu'il y avait dans l'assiette !*** *Maintenant le bio il arrive mais bon (…) c'est très rare que j'achète »* Théo, seul, Dammarie-les-Lys

84% des Français-es interrogés par l'ADEME éprouvent une méfiance envers les marques qui communiquent sur leurs engagements écologiques et ont besoin de preuves tangibles avant d'acheter

un produit (ADEME, 2021). Sarah a **conscience du greenwashing opéré par certaines marques. Elle a pris l'habitude d'utiliser l'application Yuka pour différencier le « vrai » bio, du bio mensonger :**

« Y a des marques qui disent 100/100 mais quand on prend Yuka c'est pas 100/100 ! ***Là c'est de la publicité mensongère c'est pour tromper le consommateur,*** *donc y a beaucoup de choses à revoir de ce côté-là ! »* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

4.4. Des pratiques "éco-responsables" décorrélées de la sensibilité environnementale

Bien qu'ils et elles ne présentent pas de « modes ordinaires de tenir à l'environnement » (Blanc, 2016 ; Centemeri, 2015), les bénéficiaires rencontré-es développent d'autres modes d'engagement par rapport à l'environnement, inspirés par des valeurs familiales ou religieuses. L'environnement est également abordé à travers le prisme de la santé qui pousse à la consommation de produits naturels, sans pesticides ni substances chimiques.

4.4.1. Une sensibilisation plus sanitaire qu'environnementale

En 2020, dans une étude menée par service statistique du Ministère de la Transition écologique, **26% des interrogé-es affirment que ce qui les motivent le plus à agir pour protéger l'environnement est leur propre santé** ainsi que celle de leurs proches (SDES, 2020). La question de la santé humaine offre donc une porte intéressante pour réfléchir la transition écologique. Toutefois, **chez les bénéficiaires rencontré-es, le lien santé-environnement même s'il est conscientisé, ne conduit pas à une évolution des pratiques de consommations. Lorsque des produits "verts" sont achetés, il s'agit plutôt de produits d'hygiène et de soin qui répondent à des problématiques de santé particulières (allergies, intolérances …).** Samia par exemple privilégie pour son fils les shampoings les plus naturels possibles pour qu'il puisse se débarrasser de son problème de pellicules tandis que Sylvie utilise de la lessive sans phosphates car elle y est allergique. Betty, qui présente une maladie de peau, veille également à la composition des produits de beauté qu'elle utilise. Auparavant, elle achetait des produits en pharmacie, gage d'une composition naturelle. Depuis qu'elle participe aux distributions, elle s'en remet aux étiquettes et cherche les produits les plus neutres possibles :

« je regarde plutôt la composition que la marque. Par exemple je viens d'acheter un shampoing et moi je veux le plus simple possible, pas un truc colorant, revitaliser, là y en avait 2-3, y en avait un huile d'arguant, huile d'amande, voilà j'ai pris celui-là ! je suis plus tentée à prendre des produits comme ça naturels » Betty, seule, Villers-lès-Nancy

4.4.2. Le poids des valeurs familiales et de la religiosité

L'influence des « incitations sociales », c'est-à-dire des normes sociales ou des réseaux sociaux dans l'adoption de modes de vie plus durables a été démontré à travers plusieurs travaux (Lefebvre et Stenger, 2020). Dans cette enquête auprès des bénéficiaires d'une aide matérielle, **le rôle de la famille**

ressort particulièrement. **Les comportements éco-responsables sont très souvent hérités de l'enfance.** Sarah qui fabrique ses produits d'hygiène en est le parfait exemple. En Côte d'Ivoire, toute sa famille a l'habitude d'utiliser des produits naturels bruts pour créer des soins et des cosmétiques. Aujourd'hui Sarah reproduit ces recettes. Faute d'approvisionnement, a pris le pli d'utiliser Yuka pour trouver des alternatives "saines" et respectueuses de l'environnement :

*« Moi comme j'ai de la famille en Côte d'Ivoire, si j'ai des personnes qui viennent je leur demande qu'ils me ramènent du beurre de karité, j'utilise pour les cheveux, pour le corps. J**e demande aussi qu'on me ramène de l'huile de coco et du Chébé (…) je mixe le riz et le clou de girofle et j'utilise pour les cheveux** (…) Moi j'utilise beaucoup les PH neutre et puis comme j'ai aussi Yuka sur mon téléphone, je scanne aussi pour voir ceux qui sont bien et puis moi je suis très produits naturels ! Parce que **déjà en Côte d'Ivoire j'utilisais beaucoup de produits naturels donc ça ça n'a pas changé mes habitudes ! Je peux pas avoir tous les ingrédients que j'avais là-bas donc je m'adapte**. Parfois je vais dans les magasins africains, ils ont le savon noir qu'on utilise pour la vaisselle et pour le corps et je fais moi-même la mixture pour avoir une grosse quantité de savon et qu'on puisse tous l'utiliser ! »* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

*« **Moi j'ai grandi comme ça dans la famille, le neuf, y avait pas de neuf !** Que voilà les habits de l'un à l'autre, moi j'ai grandi comme ça **j'ai connu que ça donc avec mes enfants je ne vais pas faire autrement, les affaires du grand je donne à la fille puis au petit, voilà c'est pareil.** Après c'est le marché entre copines aussi ! Quand ma fille elle ne veut pas, que c'est trop petit pour elle, elle ramène chez les copines donc voilà on fait l'échange entre nous ! C'est bien aussi »* Samia, mère seule de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

La **spiritualité et le religieux** entrent également en compte. Si l'anthropocentrisme caractérise les trois grandes religions monothéistes, **les valeurs de solidarité, de communion et de partage qu'elles véhiculent se répercutent sur les comportements des bénéficiaires rencontré-es** :

*« Moi je ne gaspille pas, déjà ça n'a rien à voir avec la conviction religieuse mais par conviction religieuse, **je suis croyante à ma façon, mais je dis toujours à mes enfants 'vous savez, Dieu il n'aime pas qu'on fasse comme ça, il n'aime pas qu'on gaspille'.** Quand ils gaspillent les feuilles je leur dis "y a encore de la place, continue à dessiner sur la même feuille" et moi-même des fois je me dis, je trouve ça hyper égoïste quelqu'un qui a une paire de chaussure usée et qui va en racheter une autre par exemple. Je suis pas dans le système … Donc peut-être que je fais partie de cette catégorie-là, les lumières ça ne va pas à tout va dans la maison, on n'achète pas, on ne va pas manger dehors parce qu'on a faim, je leur explique c'est pas parce qu'on a faim qu'on va manger dehors, on va rentrer à la maison, on va manger à la maison même si c'est vite fait, je vais leur dire que c'est pas bon. Parce que sinon on ne s'en sort pas, ni financièrement ni pour la planète »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

Pour Sarah**, le non-gaspillage est une question de justice sociale** et de respect pour celles et ceux qui n'ont pas les moyens de répondre à leurs besoins. Elle tente de transmettre ces valeurs à ses enfants :

« Moi j'aime pas gaspiller donc c'est pas la peine d'y aller, la nourriture c'est précieux, y en a pleins qui n'ont pas à manger, faut faire attention ! » Sarah, mère seule de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

5. Les impacts de la précarité matérielle sur l'identité et le lien social

L'acte de consommer est un puissant moteur d'inclusion sociale en particulier pour les personnes les plus démunies de plus en plus marginalisées dans les discours institutionnels. La consommation « *permet de revendiquer une normalité contestant la domination et l'exclusion symbolique dont ils sont victimes au quotidien* » (Douillet, 2016). La précarité matérielle et l'impossibilité de consommer induit ainsi une fragilisation de l'identité individuelle ainsi qu'une perte de lien social que tendent à recréer les associations rencontrées.

5.1. Une atteinte à la dignité et à l'estime de soi

Le plaisir autour de la consommation est une dimension peu mise en avant dans les entretiens menés avec les bénéficiaires de l'aide matérielle. Pour cause, la plupart des bénéficiaires ont renoncé aux dépenses « plaisir » (beauté, cosmétiques, activités culturelles …), ce qui fragilise le regard que ces hommes et femmes portent sur eux-mêmes et sur leurs corps. Acheter de quoi se nourrir, s'habiller, se laver, devient au contraire une source de tensions chez les bénéficiaires rencontré-es et a de fortes répercussions sur leur santé mentale. Dans le cadre de ces entretiens, les bénéficiaires rencontré-es ont toutefois tendance à relativiser les impacts de la précarité matérielle sur leur bien-être.

5.1.1. L'arrêts des pratiques qui faisaient « du bien »

Le caractère hédoniste de la consommation est ébranlé par la précarité : les achats qui constituent un plaisir comme les cosmétiques, les produits de soin, sont les premiers sacrifiés :

*« J'allais au boulot tous les jours maquillée ! **C'était bien habillée, maquillée, comme ça. Ca fait du bien de se sentir bien, alors que là maintenant, je m'en fout un p'tit peu …** C'est l'âge aussi, je vais avoir 64 ans, je cherche pas, je m'en fout (…) **Chez le coiffeur aussi, avant j'y allais tous les 2-3 mois,** couleur, mèches, j'en avais pour 130 euros maintenant je peux plus ! C'est plus possible ! Donc là y a un atelier coiffure, je les coupe ici, mais la couleur bahhh je ne la fais pas, ça se voit de toute façon … **C'est comme ça … Pas le choix** »* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

Ces renoncements entraînent des conséquences sur l'estime de soi des bénéficiaires rencontré-es, sur leur bien-être, la relation à leur corps : en l'absence de coloration, les cheveux de Sylvie sont gris/blancs. Plusieurs fois au cours de l'interview elle s'inquiète de paraître plus âgée. Emmanuelle sent également des effets sur sa santé :

*« C'est comme la culture, moi j'adore la culture, cinéma, les sorties au musée, voilà, c'est **… La culture c'est la santé pour moi ça va ensemble !** (…) je vais au cinéma oui on m'a offert une carte Kaméo pour mon anniversaire donc j'ai droit à 10 séances de cinéma et j'ai un endroit pour me défouler aussi c'est la médiathèque, je vais régulièrement prendre des livres ou des DVD ou des CD pour écouter des nouveautés etc., **la culture pour moi c'est primordial, c'est pareil que la santé. Si tout le monde***

pouvait sortir un p'tit peu déjà le moral serait meilleur, et si la culture était ouverte à tous, on aurait moins de soucis !" » Emmanuelle, seule, Villers-lès-Nancy

Les « petits plaisirs », permis très occasionnellement lorsque des économies sont réalisées, sont d'autant plus importants qu'ils permettent de gagner en estime de soi, ce qu'exprime Emmanuelle avec l'achat de biens culturels :

« Hier je me suis offert un CD, ah je me suis faite plaisir je me suis dit tant pis ! Je ne sais pas si vous aimez Eddy de Pretto ? Je me suis pris son dernier album ! Je l'ai écouté hier soir c'est magnifique, ***ça m'a fait plaisir, ouf, un p'tit plaisir à 200%, voilà, avec ça là, on remonte dans l'estime de soi, on prend un peu de hauteur ! Cette sensation de bien être quand on achète ce qu'on aime bien. Je suis rentrée aussitôt et je l'ai écouté, ça fait du bien*** » Emmanuelle, seule, Villers-lès-Nancy

En permettant ces dépenses, **les associations jouent donc un rôle très important dans le maintien de l'identité individuelle, dans la construction de l'image que les bénéficiaires ont d'eux-mêmes et de l'image qu'ils souhaitent renvoyer aux autres (ex : sentir bon, être propre) :**

« Sur tout ce qui est cosmétiques, là y a le p'tit parfum franchement lui y en a presque plus mais j'en ai un autre à la maison ça par exemple (montre un rouge à lèvre) c'est Yves Saint Laurent. Mais jamais de la vie j'irais l'acheter à Sephora !
-Bénévole : Comme ça tu sens bon pour ton mari !
-Ferdaoues : Pas que pour mon mari, même pour moi ! Quand je viens ici je me parfume quand même. En passant c'est quand même plus sympa une personne qui sent la rose plutôt que hein »

5.1.2. Un sentiment d'insécurité et du stress au quotidien

Alors que la consommation relève d'un acte banal pour une majorité de la population, elle demeure une **préoccupation et une source de stress au quotidien** pour les bénéficiaires rencontré-es qui éprouvent des difficultés à trouver un budget suffisant pour leurs achats matériels et alimentaires. Cette inquiétude journalière a des impacts psychologiques forts : Djamil, qui souffre de dépression depuis plusieurs années, a vu son état psychologique se dégrader avec sa perte de revenus et le stress généré par le manque d'argent :

« Tout est augmenté le loyer, machin, le gaz, c'est pour ça y en a pleins, j'ai entendu, ***y a beaucoup de personnes en dépression c'est à cause de ça quoi, vous voyez, ils sont broyés,*** *les autres ils comprennent pas qu'il est en difficulté parce que il a un boulot mais il comprend pas, l'autre il est en train de mourir, c'est comme une jungle, le grand il mange le petit quoi ! C'est ça le problème, y en a pleins pleins pleins pleins comme (…)* ***C'est ça qui rend les gens complètement malade !*** *Le cerveau comme un ordinateur il va exploser* » Djamil, père de 5 enfants, Pompey

D'autres enquêté-es, comme Eric, se décrivent en dépression depuis la perte de leur emplois et la chute de revenus occasionnée :

« Il faut que je trouve un travail parce que j'en peux plus, faut que je travaille, ça fait 2 ans et demi c'est énorme ! je vais péter un plomb, tu tombes malade psychologiquement » Eric, père de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

5.1.3. Une forte relativisation de la situation

Alors que leurs conditions de vie ne sont pas décentes, que les arbitrage et les privatisations caractérisent leurs comportements de consommation, les bénéficiaires rencontré-es n'expriment pas forcément un « sentiment de pauvreté ». Les personnes rencontrées relativisent leur situation et ont d'une part l'impression que la situation pourrait être bien plus grave (l'étant déjà pour d'autres bénéficiaires), d'autre part ont le sentiment qu'elle s'améliorera d'une façon ou d'une autre :

*« Je me dis 'y a pire que moi' ! c'est pas … Mais en fait je me dis dieu merci j'ai un toit, j'ai quand même à manger, et **je vois des familles, ils sont pires que moi quoi !** Et ça me fait plaisir de donner de mon temps pour eux quoi »* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

« Je me plains pas, je déteste me plaindre » Omar, seul, Dammarie-les-Lys

« Enquêtrice : Vous avez le sentiment de pouvoir vivre comme tout le monde ?
*-Ferdaoues : Ouais on est heureux ! Y en a qui vont vous dire 'on est malheureux' peut-être qu'il y a des gens qui ne veulent pas venir dans les associations, la Croix Rouge parce qu'ils ont peur d'être vus dans cette association mais c'est comme ça ! Moi j'ai mon foyer je suis heureuse, y a mes enfants, mon mari tout va bien ! **Mais ouais franchement on vit convenablement, on ne roule pas sur l'or mais on ne mendie pas** »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

Le cadre des entretiens explique certainement cette difficulté à exprimer une émotion négative (volonté de ne pas susciter la pitié de l'enquêteur-ice, enquêté-e entouré-e des bénévoles qui l'aident chaque semaine (sentiment de redevabilité) et des ami-es qu'il ou elle s'est faite dans le cadre des distributions (sentiment de honte) …)

5.2. Une fragilisation du rôle des parents

Pour les parents, la précarité matérielle est **synonyme de culpabilité** : tous aimeraient répondre aux besoins et envies de leurs enfants, mais leurs budgets les contraignent à restreindre ces dépenses. Pour éviter les déceptions, certain-es bénéficiaires comme Ferdaoues préfèrent faire leurs courses sans leurs enfants :

*« Quand ils viennent ici les enfants c'est comme au magasin en fait, y a toujours des choses qui leur plaisaient, souvent y a des choses qui leur plaisent, **ils veulent tout et moi je suis acheteuse**. Et même quand ils ne sont pas avec moi après, je leur achète quand même donc voilà mais sinon je préfère venir sans eux je préfère acheter tranquille »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

La culpabilité vient aussi de **l'impossibilité de maintenir des standards de consommations qu'ils ont construits :**

*« **Ils ont toujours été marques, donc en fait ils sont habitués quoi,** les garçons c'est vrai que c'est plus les marques, peut-être les filles moins (…) c'est surtout quand ils ont grandi, comme tous les ado, ils veulent de la marque, c'est l'âge quoi »* Rachel, mère seule de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Cette situation explique les arbitrages effectués par certain-es bénéficiaires (sorties personnelles sacrifiées pour maintenir celles des enfants). D'autres sont obligé-es de s'en remettre à la compréhension de leurs enfants et peuvent avoir l'impression de passer à côté d'une partie de leurs responsabilités. **L'éducation les conforte toutefois dans leur rôle de parents** : les valeurs qu'ils et elles transmettent leurs semblent plus importantes que l'aisance matérielle.

*« Je parle de moi-même, je ne peux pas toujours restée cacher derrière le RSA. J'ai 3 enfants, si je reste tout le temps à la maison ils vont dire quoi ? "Maman elle reste tout le temps à la maison, nourrie logée, gratuit, moi aussi je veux faire comme ça" c'est pas une solution pour les enfants ! Même pour moi, aujourd'hui j'ai 48 ans, dans 15 ans je suis à la retraite et c'est vrai j'ai pas travaillé beaucoup, mais quand même si j'arrive à la retraite j'ai une petite retraite. Imaginez j'ai jamais travaillé dans la vie, ça j'arrive à la retraite, rien, je pleure ! Et bah avec les larmes je peux rien faire ! Et je fais quoi ? Je compte sur les enfants ? J'ai pas eu des enfants pour qu'ils travaillent pour moi ! Voilà et en plus **c'est moi l'exemple, mon fils il demande le matin "maman tu vas au travail ?" - "oui j'y vais" donc dans sa tête c'est bien. La le caddie je ne l'ai pas eu gratuit, là je vais le payer à la caisse ! Donc il va voir, maman elle a travaillé pour avoir les sous, pour acheter. Tout n'est pas toujours gratuit. On ne peut pas éduquer les enfants comme ça. Nous les mamans on montre aux enfants l'exemple. Les enfants la 1ere image c'est les parents. Je dois gagner l'argent/ moi j'ai galéré pour acheter la voiture, c'est pas venu comme ça.** C'était mon rêve d'acheter une voiture, et bah j'ai cotisé 1500 et j'ai acheté une voiture. Mais c'était pas facile. **Voilà je suis arrivée c'est ça que je montre aux enfants. Avec la patience on a tout, que la patience. Et le positif !** »* Samia, mère seule de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

« Ils comprennent, ils font l'effort de comprendre, parce qu'ils savent que si j'avais les moyens je le ferais mais bon je ne vais pas voler ! Y a pas, y a pas, c'est malheureux à dire mais c'est comme ça » Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

*« Les enfants ils comprend, ils comprend, ils comprend, peut-être que quand ils grandit ce sera autre chose … C'est pas la misère, on est mieux que d'autres nations ! Mais il comprendra qu'on a passé un moment très difficile quoi, franchement (…) (à propos d'un article) 4 euros là, ça va. On n'a pas ça en magasin sauf si je vole mais j'ai jamais rentré en prison ! **Parce que je suis honnête je montre l'exemple à mes enfants ! Il faut qu'on soit correct dans la vie. La richesse elle est pas dans les poches, elle est dans les cœurs** donc voilà quoi je préfère acheter à 4 euros et éviter tous les problèmes, j'ai jamais rentré en prison ni police ou tribunal, nan ! »* Djamil, père de 5 enfants, Pompey

Dans ce contexte, **les achats effectués au sein de l'association permettent aux parents de retrouver leur pouvoir de faire plaisir à leurs enfants (ou petits-enfants, Isabelle)**. Ces achats permettent un retour à une **normalité** (acheter des nouveaux vêtements aussi régulièrement que les camarades de classe, avoir un nouveau cartable pour la rentrée scolaire, cadeaux de Noël ou d'anniversaire …) ou de faire plaisir dans **l'exceptionnalité des marques** qui sont offertes :

« J'ai trouvé le rose pour les ongles, les machins pour vous les filles, ça ça fait plaisir un truc comme ça c'est 7/8 euros » Djamil, père de 5 enfants, Pompey

« C'est de la haute qualité, de la très bonne qualité et moi dehors par exemple, demain j'ai envie de dire je vais au magasin, ça m'arrive de vérifier les prix, quand j'achète je regarde combien il coûte sur internet juste par curiosité. Quand je le donne à mes enfants je leur dis "bah regarde sur internet combien il coûte", mais y a de tout ! Ca peut être une paire de chaussure qui va coûter 5,8, 10 euros, une paire de Geox par exemple je ne sais pas si vous connaissez ? C'est généralement c'est hors de prix et moi personnellement si je ne leur achète pas ici, je ne les achèterai jamais au magasin chez Geox. ***Ils ont la chance que je leur achète ici mais en temps normal je ne suis pas quelqu'un qui va aller, mettre 90 euros pour une paire de chaussure pour enfant !*** *(…) J'ai des adolescentes, elles m'attendent jamais quand je fais les cours à Carrefour ou à Leclerc mais le jeudi, vendredi si elles sont à la maison, elles viennent tout de suite déballer les sacs de course (Lysea) »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

5.3. Affronter le regard des autres

Les conditions de vie complexifient l'accès à un certain confort matériel mais le regard des autres et la stigmatisation sont un poids plus difficile à supporter que certaines privations. Pour ne pas « perdre la face » (Goffman, 1967) et maintenir certaines interactions sociales, le bénéficiaires renconté-es cachent leur situation et/ou effectuent des dépenses stratégiques.

5.3.1. Un sentiment de honte

Plusieurs bénéficiaires anticipent que leur situation puisse être **sujet à moqueries**, d'autres, comme Betty, les vivent. Ces railleries nient les efforts fournis par les bénéficiaires et exacerbent leur sentiment de honte :

« Ça fait pas plaisir de venir ici, mais je suis obligé (…) ***j'avais honte*** *et tout ça vous savez c'est un peu … Moi j'ai été actif toute la vie, après maladie, dépression sévère, tout est mélangé dans la tête, avec le psychologue, le psychiatre, ça fait 15 ans à peu près ! Donc c'est un peu difficile … »* Djamil, père de 5 enfants, Pompey

« Ça fait mal au cœur mais je me dis le jour où la personne verra ce que c'est le jour où elle se choppe une hernie discale comme moi, 23 ans, en invalidité, plus capable de travailler, je ne le souhaite pas aux gens mais oui … ***Y en a qui se foutent de moi avec la voiture 'ah t'as toujours ta voiture ? T'as toujours ta vintage ?'*** *»* Betty, seule, Villers-lès-Nancy

Le sentiment de honte éprouvé par les bénéficiaires peut être le résultat de l'estime de soi dégradée par la précarité matérielle. Il découle également de l'incapacité de travail et du risque de paraître pour un-e « assisté-e ». La **figure de l'assisté-e est errigé-e en repoussoir**, les bénéficiaires ayant conscience des stigmates associé-es aux personnes inactives et tâchant de s'en prémunir à travers des discours faisant la promotion de la valeur travail et la méritocratie :

« Moi je trouve qu'il y a des aides qui sont données à tout va ! Y a des personnes qui ne se démènent pas et qui sont aidées. Après y a vraiment des personnes qui sont aidées et qui n'osent pas et y a la classe moyenne. ***Si j'étais Présidente j'aiderais les plus pauvres à s'en sortir mais les plus pauvres qui ont envie de s'en sortir !*** *On ne peut pas mettre tout le monde dans le même sac. Mais c'est égoïste de donner des aides à des personnes qui n'en ont pas vraiment la nécessité »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

« Enquêtrice : Aujourd'hui, au niveau national qu'est-ce que notre gouvernement pourrait mettre en place pour encore vous aider ?
-Samia : Pour moi-même ?
-Enquêtrice : Oui, qu'est-ce qu'on pourrait imaginer comme aides ?
-Samia : Moi je ne veux pas une aide, je ne veux pas plus que ça ! On est égoïste si on demande plus. Je parle en général mais pour améliorer le quotidien des gens c'est le travail. Pousser les gens à travailler. Je vois les retraités ils travaillent ils sont dehors et les jeunes non ? Il faut qu'il trouve quelque chose pour améliorer le quotidien au travail. Parfois les gens ont peur du travail, mais non, si ça ne va pas on peut changer mais on ne peut pas rester cacher. Améliorer le quotidien de la vie c'est le travail. Le gouvernement l'Etat faut qu'il trouve une solution. On est pas là pour dormir. On a tous des soucis, des maladies, mais quand même avec ça on peut travailler, ça fait du bien. ***Des fois quand je parle avec les gens ils disent "y a pas de travail", mais celui qui veut travailler il travaille. On ne trouve pas forcément dans son domaine. Mais il peut trouver quelque chose de bien.*** *Moi j'étais caissière, j'ai travaillé les vêtements, atelier de costume, aujourd'hui je travaille personnes âgées tranquille »* Samia, mère seule de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

5.3.2. "Sauver la face" (Goffman, 1967)

Au cours d'une interaction sociale, le sociologue Erwing Goffman identifie deux figurations permettant à l'individu de « sauver sa face ». Dit autrement, il identifie deux moyens par lesquels l'individu peut maintenir « la valeur sociale positive » qu'il revendique. Si la première est l'évitement (des situations embarrassantes qui pourraient compromettre "la face"), la seconde est l'échange « réparateur ».

L'évitement : des mensonges pour cacher sa situation

Pour éviter d'être stigmatisé-es et suspecté-es de radinerie, certain-es bénéficiaires utilisent de **fausses excuses pour refuser des invitations**.

« C'est 'ah bon tu vas pas au cinéma ?' alors l'excuse à deux balles je dis 'ah non tu te rends compte il faut se garer, le truc les films maintenant c'est 2h, 2h20, avec ma santé je peux plus me permettre !' mais c'est surtout financier des fois aussi, y a des fois j'aimerais bien hein, mais voilà, c'est vrai que j'ai l'excuse un peu aussi, parce que le ciné c'est combien maintenant ? 15 euros ? donc oui » Betty, seule, Villers-lès-Nancy

*« Quand on me dit 'on va au restau', **je raconte une bêtise**, c'est vrai … On ne peut pas … Voilà »* Isabelle, seule, Pompey

Contrairement au stigmate de la précarité, le **stigmate de la maladie semble plus facile à porter car il ne revoit pas à la responsabilité directe de l'individu**, la personne n'ayant pas les moyens de se joindre à une sortie étant suspectée de ne pas fournir suffisamment d'efforts pour entretenir la relation sociale, ou se sortir de cette situation … Pour éviter toute justification mais aussi par peur de susciter la pitié de ses proches, Isabelle a **longtemps caché ses difficultés** :

*« **J'en ai pas parlé déjà ! Quand ils l'ont su ils étaient sonnés,** mais même là ils s'en aperçoivent pas totalement, je suis là je suis présentable quand même, c'est pas marqué sur mon front !»* Isabelle, seule, Pompey

Des dépenses pour « faire bonne figure »

Dans la vie des bénéficiaires de l'aide matérielle, on retrouve les échanges dits de « réparation » sous la forme de dépenses visant à remercier celles et ceux qui les ont aidé-es : Emmanuelle par exemple, offre des fleurs à sa voisine lorsque celle-ci l'invite à dîner, Isabelle donne 20 euros par moi à son amie qui accepte de la transporter depuis qu'elle a dû vendre sa voiture … Grâce à ces cadeaux, les bénéficiaires montrent qu'ils et elles ne sont pas que du côté de celles et ceux qui ont besoin d'aide, ils **s'extirpent temporairement de l'étiquette qui peut leur être apposée de « personne dans le besoin ».**

5.4. L'isolement renforcé

Les contraintes financières accentuent les difficultés d'accès à la vie sociale en réduisant les possibilités de distraction, en espaçant puis effaçant les contacts avec les ami-es voire la famille. De ce point de vue, l'association contribue à recréer du lien social dans le quotidien de celles et ceux chez qui il s'est appauvri.

5.4.1. Un éloignement avec la famille, les ami-es

En stoppant les sorties, les restaurants, … Les bénéficiaires de l'aide matérielle interrogé-es se sont privé-es d'une partie de leur vie sociale. Sylvie, qui a dû vendre des meubles et fabriquer son propre chauffage, a honte de recevoir des personnes chez elle. Aujourd'hui, elle ne côtoie donc plus que sa

fille. **Toutes et tous identifient un avant et un après dans leurs fréquentations une fois leur perte de revenus et se sentent plus isolé-es :**

*« C'est compliqué après, c'est plus la même vie … **Les gens s'éloignent parce que je peux plus sortir, voilà c'est comme ça** »* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

*« **c'est pas comme avant**, avant on allait au bistrot, enfin tout le monde quoi, on est 4-5 boire un p'tit coup avec les copains et tout ça, mais **tout ça c'est fini** »* Djamil, père de 5 enfants, Pompey

*« Aujourd'hui j'ai plus que 2 bons amis et le reste c'est des connaissances donc je dis 'non je peux pas le jour là', c'est un peu, pas honteux, mais bon c'est comme ça. **Quand j'étais malade, du jour au lendemain, pouf, personne**, comme mon père quand il est décédé, 6 mois avant dans son cancer en phase terminale, plus de visites plus rien, à croire que la maladie ça fait peur et tout. Donc j'ai ma p'tite vie, mon chat, 2-3 amie**, **j'ai ma vie solitaire et puis mes sorties c'est surtout je vais marcher dans la forêt là-bas et je profite aussi des musées gratuits les premiers dimanches du mois !** »* Betty, seule, Villers-lès-Nancy

Peu de bénéficiaires ont osé solliciter l'aide de leur proches, la plupart souhaite s'en sortir seul-es, sans avoir à dévoiler leur situation.

*« Je fais avec mes moyens. Ce côté **j'ai la fierté je peux pas demander**. J'ai grandi avec les moyens. J'attends, j'écarte de la liste mais non. J'ai ma fierté j'arrive jusqu'au bout, seule »* Samia, mère seule de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

« Ah ma fille je ne demande rien ! Rien, rien, rien du tout ! » Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

*« C'est maman qui s'est proposée donc ça va, ah non **j'ai pas demandé, c'est gênant,** maman elle est pas là pour subvenir à mes besoins non plus ! Je suis indépendante quoi, je suis plus chez maman (rires) »* Rachel, mère seule de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Mais cette volonté faire face seul-e au manque de revenus a pu **contribuer à renforcer leur isolement**. Les personnes âgées se retrouvent particulièrement seules : à leur situation d'isolement relationnel initial s'ajoute leur perte d'autonomie et la faiblesse des revenus. Elles font l'objet d'une attention particulière de la part des travailleur-ses social-es et sont prioritairement prises en charge au sein des associations rencontrées.

5.4.2. Le rôle clé des associations dans la création de lien social

Puisqu'ils et elles n'ont pas à dévoiler leur situation de précarité (la situation s'impose à elles et eux) et sont entouré-es de personnes rencontrant des difficultés d'ordre similaires, les bénéficiaires trouvent, au sein des distributions, des personnes avec qui ils et elles peuvent tisser des liens, partager des astuces, des bons plans, …

« Toutes les personnes que je connais aujourd'hui je les ai rencontrées ici ! Bon ***j'ai des amis à l'extérieur mais beaucoup je les ai rencontrés ici.*** *Y a l'entre aide aussi, si demain j'ai besoin d'impressions je peux demande, si j'ai des dossiers à faire aussi, si j'ai un souci perso, familial, je peux me confier, on va m'apporter une aide, pas mal de bon côtés !* ***Y a pas que l'aide alimentaire ou le fait d'acheter … C'est quelque part une famille ! Vous allez trouver plus d'aide auprès de la famille Lysea qu'auprès de votre frère ou sœur moi je vois les choses comme ça*** *»* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

« Enquêtrice : Qu'est-ce que ça a changé pour vous ?
-Emmanuelle : ***bah déjà de communiquer, parce que moi j'étais bien seule*** *… Et financièrement ça m'aide aussi, ça m'aide beaucoup, mais* ***c'est surtout d'avoir rencontré des personnes de discuter un p'tit peu, ouais c'est tout bénef pour mon équilibre****. C'est important. C'est un lieu où on propose régulièrement du café, des p'tit gâteaux. A Noël on nous a fait un p'tit cadeau, voilà, c'est touchant ! »* Emmanuelle, seule, Villers-lès-Nancy

Samia y a même trouvé du travail : *« Là y a les gens les activités les sorties donc voilà c'est la première chose c'est le contact. Et quand on connait des gens c'est pareil on peut travailler !* ***Travailler c'est le bouche à oreille aussi !*** *Moi je pose des CV j'ai pas de retour mais quand on connait des gens, le lendemain tu vas au travail !* ***Donc Lysea c'est ça, le contact*** *»* Samia, mère seule de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

Les différentes activités organisées par l'associations (café/thé entre femmes à Dammarie-les-Lys, cours de langue, voyages, cours de couture, cuisine, coiffure …) facilitent les échanges et donnent naissance à de vraies amitiés :

« On est là entre femmes, on fait l'activité, et en même temps y a café, thé, gâteaux, on passe un peu de temps, ***on oublie l'extérieur un p'tit peu ! Donc ce côté c'est bien ! On est protégées !*** *»* Samia, mère de 3 enfants, Dammarie-les-Lys

« Les sorties, enfin les sorties Lyséa je veux dire, ***je ne faisais pas de sorties comme ça avant****, parce que les sorties c'est attractif, ça m'a permis de sortir oui avant je ne le faisais pas.* ***Puis j'ai une amie ici maintenant, tous les samedis on est ensemble !*** *»* Théo, seul, Dammarie-les-Lys

De ce point de vue, **l'épicerie sociale Lysea a un statut très particulier** : ouverte tous les jours ou presque, elle est la seule à constituer un vrai lieu de vie pour ses bénéficiaires. A Pompey, bien que les besoins soient tout aussi importants, une offre moins dense en activités. Isabelle, jeune retraitée arrivée au Secours Populaire le mois dernier espère que du lien se créera au cours des prochaines distributions :

« Si juste on pouvait trouver d'autres choses, des sorties ou des distractions, des trucs comme ça, ça manque un peu quoi. Parce qu'en fait, je ne dis pas qu'on ne sait pas quoi faire, c'est faux, quand on est en retraite on sait toujours quoi faire, mais pour se réunir quoi. On se réunit seulement quand on vient ici. Moi je ne vais pas vraiment vers les gens s'ils ne viennent pas vers moi, voilà quoi, je sais que c'est difficile mais ***un coin pour discuter ce serait bien, justement pour nous aider les uns les autres,***

aussi bien pour l'énergie, quoi prendre, je suis sûre que certains sont toujours au même truc, ils ne savent pas lequel prendre. C'est discuter avec les autres personnes, avoir des tips ! » Isabelle, seule, Pompey

5.6. La difficulté morale de dépendre d'une aide

Plus encore que la précarité matérielle et le manque de ressources, la **dépendance à l'égard du circuit de l'aide matérielle génère un sentiment de honte chez les bénéficiaires**. Bien que l'expérience de la première distribution soit particulièrement difficile, les bénéficiaires finissent par trouver leur place au sein des associations en tant que client-e et parfois bénévole.

5.6.1. L'expérience de la première distribution : entre appréhensions et soulagement

La première distribution est une expérience particulièrement marquante pour les bénéficiaires rencontré-es. Orienté-es par le CCAS, la plupart des enquêté-es appréhendaient la façon dont ils allaient être reçus et perçus par les bénévoles de l'association :

« J'avais peur, c'est dur quand même de venir, de n'avoir jamais connu d'association qui vous aide (…) ***J'appréhendais, j'avais peur d'être mal reçue*** *»* Katia, mère seule de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

Isabelle participe également aux Restau du cœur. Elle leur téléphone pour venir s'approvisionner en heures creuses. Au Secours Populaire elle craignait aussi d'être reconnue. Cette appréhension s'est dissipée au fil du temps : le confort procuré par les produits distribués contrebalançant le risque de stigmatisation :

« On n'ose pas, et puis surtout que c'est dans un coin qu'on connait, les gens, les "on-dit", voilà c'est pas évident mais maintenant ça va mieux, je suis plus à l'aise (…) Quand je suis arrivée que j'ai vu ce qu'ils me donnaient, ça aide ! C'est un soulagement quand même » Isabelle, seule, Pompey

La bienveillance des bénévoles facilite également l'acceptation de cette aide :

« ***C'est bien organisé, c'est discret, c'est agréable*** *(…) j'avais peur du regard, le fait de demander de l'aide comme ça c'est pas facile, c'est un pas à franchir. Maintenant que je l'ai franchi, voilà,* ***les bénévoles sont très accueillants****, ils sont … Moi je les remercie toujours parce que c'est important de remercier les gens. C'est pas parce qu'on monnaye qu'il faut pas remercier les gens parce qu'ils sont bénévoles, ils sont là pour nous (…) c'est quand même grâce à eux qu'on a ici des produits moins chers »* Emmanuelle, seule, Villers-lès-Nancy

5.6.2. Se sentir légitime

En tant que personnes ayant de faibles moyens, ayant déjà fait l'expérience de l'exclusion les bénéficiaires rencontré-es peinent à trouver leur légitimité au sein de ces distributions. La contribution

financière demandée par les associations sur une majorité de produits permet aux bénéficiaires de devenir client-es. Se faisant, ils et elles acceptent plus facilement l'aide qui leur est proposée car elle ne relève pas de la stricte charité :

« Ici je viens mais je monnaye quelque chose quand même c'est pas comme si c'était les restau du cœur, ici y a quand même un service qui est rendu mais ***il est payant donc on participe quand même. C'est important*** *»* Emmanuelle, seule, Villers-lès-Nancy

Pour Sylvie, le fait de **devenir bénévole répond au sentiment de redevabilité** éprouvée en tant que bénéficiaire. Cette aide qu'elle apporte aussi souvent qu'elle participe aux distributions, lui a permis de trouver sa place au sein de l'association :

« J'ai demandé direct s'ils avaient besoin de quelqu'un, je me suis dit au moins j'ai pas l'impression de … Déjà je paye une partie, et en plus de … J'aide ! Donc ***j'ai un peu moins mauvaise conscience.*** *je me dis 'y a pire que moi' et moi j'ai droit et y en a d'autres qui ont pas droit parce qu'ils ne font pas la démarche ! Donc voilà, j'aide ! Et je viens ici de bon cœur ! J'aime venir ici, je parle aux gens, voilà, ça remonte un peu le moral, on échange des recettes, on échange des trucs »* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

6. Quatre trajectoires et recours à l'aide matérielle

Pour illustrer la diversité des parcours biographiques des personnes confrontées à la précarité matérielle et les rapports différenciés que peuvent entretenir les bénéficiaires à l'aide proposée, quatre grandes trajectoires ont été isolées. Ces trajectoires sont tirées des 15 entretiens conduits à Lysea, au sein de la Maison de la Solidarité et du Secours Populaire de Pompey. Il s'agit de cas singuliers, qui donnent à voir certaines formes que peut prendre la précarité matérielle mais ne les épuisent pas.

6.1. Betty, Emmanuelle, Sarah ou Sylvie les bénéficiaires en dernier recours

Les bénéficiaires dit-es "de dernier recours" sont les plus présent-es dans notre échantillon. Ils et elles sont invalides, retraité-es et **sans perspective d'accroissement de leurs revenus ni d'amélioration de leur situation** comme Betty, Emmanuelle, Sylvie ou Sarah. Toutes ayant travaillé auparavant, elles éprouvent un **fort sentiment de déclassement** à la suite de la dégradation de leurs conditions de vie. Le recours à l'aide matérielle est donc difficilement vécu. L'aide est sollicitée en dernier recours, lorsque ces personnes n'avaient plus d'autre solution.

L'art de la débrouille

Betty Emmanuelle, Sylvie et Sarah sont quatre bénéficiaires que les budgets ont contraints aux plus gros sacrifices. Vivant d'une allocation de solidarité spécifique (Sarah), d'une allocation solidaire invalidité (Betty) ou d'une pension retraite réduite comme peau de chagrin par la reconnaissance d'un handicap (Emmanuelle et Sylvie), ces quatre villeroises ont cessé de se chauffer, ont rogné sur les dépenses alimentaires, sacrifié leurs dépenses plaisirs (musique, cinéma, sorties …). **Au sein des distributions, même si les prix pratiqués sont peu élevés, elles comptent chacune de leurs dépenses. En dehors de l'association, Betty, Emmanuelle, Sylvie et Sarah ne peuvent pas faire de vraies courses :** elles font l'appoint, en cas d'urgence, pour les produits de première nécessité (papier toilette, alimentation …) :

« Le problème c'est qu'ici on peut venir qu'une fois par moi donc après on est obligés d'aller en grandes surfaces donc le budget, au niveau budget je peux pas parce que j'ai que 563 euros par mois, parce que je ne travaille pas, j'ai eu de gros soucis de santé, donc là j'ai que l'ASS du pôle emploi. Donc ***quand je termine ce que je viens chercher ici, ça va peut-être durer une semaine ou deux, après j'attends le prochain. Ca fait que je vais pas en grande surface parce que les produits sont trop trop cher !*** *»* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

« C'est la 1ere fois que je viens ici, avant j'arrivais à vivre, je me privais aussi de certaines choses mais pas à ce point-là. Là si j'ai besoin d'une aide alimentaire c'est qu'à côté, le budget s'est réduit … Il s'est réduit de 300 euros par mois, donc faites le calcul par an ! Donc on regarde tout … On fait les choses, on fait des choses simples, moi je fais beaucoup de vélo, je m'échappe un peu avec mon vélo, j'adore mon vélo, je fais du sport énormément pour me changer les idées, j'essaye de trouver une échappatoire à toute cette vie » Emmanuelle, seule, Villers-lès-Nancy

Face à ces contraintes budgétaires, Emmanuelle, Betty, Sylvie et Sarah redoublent de **créativité pour boucler leurs fins de mois**. **Les vêtements sont réparés** autant de fois qu'il le faut pour rallonger leur vie. Elles participent également à toutes sortes de **bourses** afin de récupérer des vêtements, meubles, petit électroménager. Betty utilise même une "grainothèque" et y **troque** ses graines contre d'autres graines. Ce sont également **les seules personnes de l'échantillon à avoir recours à des formes d'autoproduction :** Sarah fabrique son gel douche, tandis que Sylvie fabrique son propre chauffage :

*« Moi je m'habille une fois tous les tremblements de terre, y a des vêtements je les ai achetés il y a 5 ans et je les mets encore aujourd'hui, ils sont tout neufs ! Je fais attention à tout (…) moi j'achète vraiment quand c'est nécessaire ! **Là par exemple le manteau là ça fait 9 ans que je l'ai, le caddie ça fait 6 ans, même si le dessus est … Tant qu'il est utilisable j'utilise !** »* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

*« **Quand y a plus rien bah j'achète rien. J'attends que le mois termine.** J'achète rien. Après je congèle beaucoup pour être sûre que ça va aller jusqu'à la fin du mois. Et les produits d'hygiène pareil, quand ça fini **je fais le savon noir**. Souvent quand j'achète les produits ici **je mélange les deux et je mets dans un coin comme ça on utilise ça dans un tupperware** »* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

*« **Je me suis même fait un chauffage à bougies !** Je montais de 2°C quand même ! Vous prenez un gros pot de fleur en terre, un moyen et un petit et une soucoupe, vous prenez une tige, vous percez, sur la soucoupe vous mettez les bougies chauffe plat, la terre cuite emmagasine la chaleur ! (…) **J'ai tout vu sur le net, je me fais même mon électricité gratuite** (avec un circuit construit à base de composantes d'anciens appareils électroniques : ventilateur d'ordinateur, aimants autour et dessus, avec des câbles et une ampoule) ça fait des économies ! »* Sylvie, seule, Villers-lès-Nancy

Retrouver du lien social

Grâce à l'association, ces bénéficiaires isolées retrouvent du lien social. Emmanuelle, était éducatrice pour jeunes enfants. Elle est reconnue invalide depuis 2002, a effectué quelques petits boulots, puis vécu de l'ASS jusqu'en septembre dernier, date de son départ à la retraite. **Peu entourée depuis qu'elle a quitté son poste d'éducatrice, Emmanuelle subit une sévère dépression qui l'isole de ses proches :**

« Je me soigne parce que j'ai des problèmes … Pas physiques mais depuis que je suis en retraite, je ne l'ai pas trop accepté en fait et j'ai fait plusieurs … Plusieurs séjours en hôpital et je suis suivie par une psychiatre et voilà, j'ai été 2x hospitalisé depuis ma retraite, ça j'arrive toujours pas à encaisser cette étape, parce que c'est une étape, et puis l'hiver n'aide pas …» Emmanuelle, seule, Villers-lès-Nancy

La maladie a également éloigné Betty de ses proches et l'a forcée à quitter son travail d'accompagnatrice en tourisme équestre. Comme Emmanuelle, elle passe beaucoup de temps seule dans la nature. Sylvie quant à elle, éprouve une plus grande solitude depuis son entrée en retraite. **Sa sclérose-en-plaque l'empêche de réaliser certaines activités**, elle voit sa fille de temps en temps mais n'ose plus inviter d'ami-es chez elle, par honte. Sarah s'est séparée du père de ses enfants il y a plus de 10 ans. Elle quitté son pays natal, la Côte d'Ivoire, pour vivre cette histoire. **Sans revenus après leur séparation, Sarah ne s'est pas faite d'ami-es à Villers-lès-Nancy**. Elle vit seule avec son fils et sa fille malade. **En participant aux distributions, Emmanuelle, Sarah, Sylvie et Betty rompent avec leur isolement.** Bien qu'il ne se crée pas à la Maison de la solidarité de vrais liens d'amitié comme à Lysea, ces échanges entre bénévoles et bénéficiaires sont bénéfiques et ont beaucoup d'importance pour celles et ceux qui ne côtoient plus personne.

Une aide à regret, sollicitée faute d'alternatives

Orientées par le CCAS, Sylvie, Sarah, Betty et Emmanuelle **ont beaucoup de mal accepter l'aide qui leur est proposée**. Actives et occupées durant des années, ces quatre femmes ont vu leur situation se dégrader brusquement. Elles ne voient aucune évolution possible à cette situation et dépendent désormais complètement de ces courses pour survivre. Plusieurs fois, elles ont cessé de venir aux distributions. Leur situation n'ayant évolué, elles ont été contraintes d'y revenir :

« Après à un moment donné j'avais arrêté, même si ça n'allait pas, ***je me suis dit 'je prends peut-être la place de quelqu'un d'autre', donc j'avais arrêté*** *un peu et vraiment quand ça n'allait pas j'ai dû appeler pour reprendre parce que, on a beau faire les efforts, quand le budget ne suit pas, les courses … »* Sarah, mère seule de 3 enfants, Villers-lès-Nancy

6.2. Théo, le régulier

Théo est un régulier de l'association : salarié un temps, il y est aujourd'hui bénévole une grande partie de ses journées et bénéficiaire en tant qu'allocataire du RSA. Tous ses ami-es font partie de l'association. Le recours à l'aide s'est fait naturellement pour Théo, d'une part, puisqu'il a connu l'association en y effectuant une mission de travail. Il est ensuite devenu bénévole, il n'a donc jamais porté le statut du seul bénéficiaire. D'autre part, Théo a grandi dans une famille ayant recours à ce type d'aide. Il ne s'est **jamais complètement extrait de la situation de précarité dans laquelle il a grandi, c'est un cas type de la "précarité héritée" (Peugny, Morabito, 2015)**

Un salarié, un bénévole, un bénéficiaire

Théo a connu Lysea en y effectuant un contrat aidé de 20h. Il n'est jamais reparti de l'association : après la fin de son contrat de travail, il a continué à venir en aide aux bénévoles et ai devenu bénéficiaire. Il cumule encore aujourd'hui ce double statut bénévole/bénéficiaire et passe au sein de Lysea, plusieurs heures par semaine. Théo éprouve depuis plusieurs années, des difficultés à trouver

un emploi et une certaine stabilité. Il a longtemps enchaîné les contrats précaires et contrats aidés dans le secteur de la cuisine mais n'y trouve plus de poste, faute de permis de conduire. Il a débuté depuis quelques mois un accompagnement Pôle Emploi et a réalisé un bilan de compétences pour lui permettre de se reconvertir : la cuisine était un choix d'orientation par défaut :

« c'est pas le métier que je voulais faire à la base, je voulais être archéologue. Mais j'étais pas assez assidu à l'école, j'étais pas concentré, j'ai eu des problèmes… Et ça m'a perturbé et quand je suis arrivé au collège, une segpa, y avait 3 ateliers, et sur les 3 y en avaient que 1 qui me correspondait : la peinture, je suis daltonien, la métallurgie je suis asthmatique, il restait que la cuisine » Théo, seul, Dammarie-les-Lys

Aujourd'hui, Théo vit au RSA. Il bénéficie également des APL et partage le loyer de son appartement avec sa mère et son frère. **Théo a toujours continué à faire ses courses dans les grandes surfaces : les distributions au sein de Lysea constituent un appoint, un point de chute lorsqu'il n'est pas en emploi. Son statut de bénévole lui permettant de redevenir bénéficiaire facilement.** Aujourd'hui, bien que des perspectives d'amélioration de sa situation se dessinent (bilan de compétences Pôle Emploi, formations, nouvelles pistes de travail à explorer ...), Théo ne semble pas prêt à quitter Lysea car l'association constitue aujourd'hui son unique cercle de sociabilité.

Un cercle de sociabilité limité à l'association

Comme la plupart des bénéficiaires rencontré-es, Théo a très fortement restreint ses sorties depuis qu'il a quitté son emploi de cuisinier :

« Sorties y en a pas … Il me reste 200 et quelques euros sur le compte donc je fais les courses et voilà ! Mais depuis que je fais les courses ici c'est vrai que ça m'aide beaucoup à diminuer mes courses que je fais en magasin » Théo, seul, Dammarie-les-Lys

Grâce à Lysea, cet aspect de la vie de Théo a évolué : il est devenu ami avec plusieurs bénévoles et prend plaisir à les voir en dehors de l'association :

« les sorties Lyséa je veux dire, je ne faisais pas de sorties comme ça avant, parce que les sorties c'est attractif, ça m'a permis de sortir oui avant je ne le faisais pas. Puis j'ai une amie ici maintenant, tous les samedis on est ensemble ! » Théo, seul, Dammarie-les-Lys

Une précarité « héritée »

Théo a grandi dans une famille qui bénéficiait d'une aide alimentaire et matérielle :

*« **Avant quand j'étais plus jeune j'allais aux Restau du cœur** »* Théo, seul, Dammarie-les-Lys

Sa situation correspond à ce que Léa Morabito et Camille Peugny appellent la "précarité héritée" : "*les enquêtés connaissent de **graves difficultés depuis leur enfance dont ils ne parviennent pas à***

s'extraire. *Ce type de trajectoire est souvent marqué par une grande pauvreté des parents et par un cumul de handicaps dès l'origine. S'y retrouvent des épisodes de maltraitance, des violences, le passage par des foyers ou d'autres institutions, le handicap ou l'absence de formation.* ***Les individus qui connaissent ce genre de parcours ne parviennent pas à stabiliser leur situation une fois adultes et peinent notamment à s'insérer durablement dans le monde du travail***" (Morabito, Peugny, 2015, p.58). Cette précarité de longue date **influence le vécu Théo à l'égard de ses conditions matérielles de vie** : **plus que d'autres enquêté-es, Théo a tendance à relativiser sa situation. Bien que ses revenus soient très limités et qu'il ait renoncé à plusieurs types d'achats, Théo n'éprouve pas de sentiment de privation**. Il a même le sentiment de vivre « comme tout le monde » :

« -Enquêtrice : est-ce que vous avez l'impression de vous priver sur certaines choses ?
-Théo : ***Non pas du tout. Des fois je me fais des p'tits plaisirs*** *: un DVD, un livre, mais sinon non.* ***J'ai pas une sensation de me priver pour quoi que ce soit. J'achète vraiment quand j'ai besoin*** *(…) je sais que les parfums de marque non, y a des bons parfums même si c'est de la sous-marque »* Théo, seul, Dammarie-les-Lys

Le fait que Théo ait eu recours à l'aide matérielle depuis l'enfance a également des effets sur la relation qu'il entretient à l'aide reçue aujourd'hui : la sollicitation de l'aide s'est faite plus « naturellement » : **il n'éprouve pas de sentiment de honte à l'idée de devenir bénéficiaire.**

6.3. Ferdaoues, la bénéficiaire en transition

Ferdaoues fréquente l'association Lysea depuis 7 ans. Orientée par l'assistante sociale au moment de l'accident de son mari et la réduction drastique de leurs revenus, Ferdaoues continue de profiter de cette aide aujourd'hui mais celle-ci occupe une place moins centrale dans sa survie. Elle éprouve un sentiment très fort de reconnaissance à l'égard de l'association.

De l'aide d'urgence à l'effet d'aubaine

Lorsque Ferdaoues est orientée vers l'association, sa **participation aux distributions relève de la survie** : les revenus du foyer ont beaucoup baissé à la suite de l'accident de son mari. Ferdaoues attend un enfant et ne peut reprendre un travail. Elle vit le recours à l'aide comme un **soulagement qui lui permet de nourrir et de prendre soin de sa famille durant la période qu'elle traverse**. Le fait que son mari reprenne une activité à temps partiel, que son handicap soit reconnu (obtention d'une pension d'invalidité) et que Ferdaoues reprenne le travail après la naissance de son fils, contribue à l'amélioration de la situation économique du foyer. **Aujourd'hui, les distributions ne constituent plus qu'un filet de secours** :

« Si j'avais pris le court terme après vous avez compté là-dessus et les problèmes reviennent, vous avez droit à 3 mois et après il faut trouver une solution. ***Alors que là, Lysea, si vos ressources sont revues à la baisse, c'est le cas pour moi, bah vous aurez toujours ce recours ! Mais c'est pas toutes les***

semaines si vous avez bien fait vos courses et vous avez fait tout, on peut appeler et ne pas venir la semaine » Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

Grâce à Lysea, Ferdaoues **éprouve à nouveau un certain plaisir dans la consommation** et se permet des achats « non nécessaires ». La qualité des produits proposés, leurs marques et leurs coûts, donnent à Ferdaoues le **sentiment de faire des** « **bonnes affaires** » **et l'incitent à venir régulièrement** :

« Après y en a qui n'achètent pas les marques qui se disent ça fait un peu cher, mais finalement quand on connait, et vu qu'aujourd'hui on a internet, ***on scanne on regarde les prix, on se dit "ah ouais" en plus j'ai des adolescentes, elles m'attendent jamais quand je fais les cours à Carrefour ou à Leclerc mais le jeudi, vendredi si elles sont à la maison, elles viennent tout de suite déballer les sacs de courses*** » Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

*« **Franchement ici j'ai la folie d'acheter.** Ici y a 2 ans ils avaient ramené des fours à pizza, c'est vraiment LE four, c'est pas micro-onde, c'est le four à pizza, je l'ai acheté en me disant qu'un jour il allait servir (rires). Et là j'ai dis à mon mari "cette année il va servir" parce que **c'était trop une bonne affaire** ! Pour rien au monde je vais le revendre, je sais qu'il me servira. Parce que si je l'avais vu au magasin à son prix je me serais dit 'oh non, il était à Lysea et je ne l'ai pas acheté !' »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

« Je ne suis pas quelqu'un qui vit au-dessus de ses moyens c'est-à-dire quand y a y a, mais quand y a plus, y a plus. Mais ici je ne sais pas j'ai la folie d'acheter ! Ici parce que justement on se dit "ah bah ça vaut grave le coup, faut que je prenne ! Faut pas que je laisse passer cette occasion". Quand on vous vend un parfum à 70 euros et que vous allez l'acheter 5 euros, vous allez pas vous dire "ouais mais j'ai déjà du parfum à la maison" vous voyez ce que je veux dire ? Enfin moi je réfléchis comme ça »

Lysea, "une famille" et un soutien émotionnel fort

Outre l'aide matérielle et alimentaire, Lysea a apporté à Ferdaoues un **soutien émotionnel**. Mère d'une famille de 5 enfants, Ferdaoues a pu compter sur les bénévoles et les bénéficiaires pour s'occuper de sa famille durant la longue hospitalisation de son mari. Elle **compare ainsi l'association à une** « **famille** » et semble y avoir trouvé plus de réconfort et de support qu'après de ses proches :

« Y a l'entre aide aussi, si demain j'ai besoin d'impressions je peux demander, ***si j'ai des dossiers à faire aussi, si j'ai un souci perso, familial, je peux me confier,*** *on va m'apporter une aide, pas mal de bon côtés ! Y a pas que l'aide alimentaire ou le fait d'acheter …* ***C'est quelque part une famille ! Vous allez trouver plus d'aide auprès de la famille Lysea qu'auprès de votre frère ou sœur moi je vois les choses comme ça*** *»* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

« Enquêtrice : Vous avez déjà sollicité un proche ?
-Ferdaoues : Oui quand mon mari a eu son accident j'ai demandé. Et là quand les personnes ne peuvent pas vous aider c'est là que vous êtes encore plus déçu de la personne. Et c'est surtout vous vous dites bah je demanderais plus » Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

Un sentiment de reconnaissance

Lui ayant permis de traverser un épisode de sa vie difficile, Lysea tient une place importante dans la vie de Ferdaoues. Elle éprouve **beaucoup de reconnaissance pour les bénévoles** qui organisent les distributions et se démènent pour proposer des produits de qualité à bas coût.

« Et puis y a des bénéficiaires, moi quand je vois un truc à 1 euro je vois que ça vaut le coup je vais en prendre, mais que ce que j'ai besoin pour mes enfants, mais ***je ne vais pas ruiner l'association pour stocker****, pour la revente comme ça vous voyez. Y a des fois elle est obligée de mettre la pression parce que les gens sont en masse ils veulent toujours acheter plus.* ***Moi je trouve que c'est un cadeau quand même*** *»* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

Cette reconnaissance lui fait accepter son statut de bénéficiaire avec philosophie. Le contrôle des ressources du foyer l'aide également à se sentir légitime :

« Enquêtrice : Vous avez le sentiment de pouvoir vivre comme tout le monde ?
-Ferdaoues : Ouais on est heureux ! ***Y en a qui vont vous dire 'on est malheureux' peut-être qu'il y a des gens qui ne veulent pas venir dans les associations, la Croix Rouge parce qu'ils ont peur d'être vus dans cette association mais c'est comme ça ! Moi j'ai mon foyer je suis heureuse, y a mes enfants, mon mari tout va bien ! Mais ouais franchement on vit convenablement, on ne roule pas sur l'or mais on ne mendie pas. On est ici parce qu'on a un certain niveau de vie, y a nos rentrées d'argent on n'a rien volé à personne*** *et puis moi mes enfants, la grande elle a commencé, les jeunes ils réfléchissent pas comme nous, la grande je lui dis 'viens avec moi à Lysea' elle me dit "nan" je crois qu'elle aime pas être vue. Par contre elle aime bien utiliser les produits Lysea (rires), mais là le regard commence à changer ils comprennent que c'est pas que l'apparence »* Ferdaoues, mère de 5 enfants, Dammarie-les-Lys

6.4. Fadi et Éric, les bénéficiaires de passage

Fadi et Éric sont deux personnes arrivées en France il y a moins de 20 ans et ayant bénéficié du statut de réfugié politique. Ils sont aujourd'hui confrontés à des difficultés d'insertion professionnelle mais des perspectives d'évolution rapide se dessinent. Le recours à l'aide matérielle est vécu comme un tremplin qui leur permettra de rebondir.

Des perspectives et une potentielle reprise d'emploi à court terme

Arrivés en France en 2009 et 2015, Eric et Fadi ont fuit leurs pays (Albanie et Syrie) et trouvé, en France, plus de sécurité :

« C'est politique, on a fait la demande d'asile parce qu'on devrait être témoin, parce qu'en Arménie c'est pas la même chose avec les droits des humains j'aime bien mon pays mais c'est trop tard maintenant je peux pas retrouver mon droit, pour retourner vivre, recommencer à 0, je peux pas !Je peux pas supporter parce que là-bas la mentalité, en France c'est calme, là-bas c'est la violence ! » Eric, père de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Eric a toujours travaillé dans l'habillement. Après la crise du Covid, l'entreprise dans laquelle il était employé a fait faillite. Sans diplôme, il n'est pas parvenu à retrouver un emploi dans ce secteur. Depuis 6 mois, il enchaîne les entretiens, sans succès. Fadi quant à lui, exerçait des fonctions de cadre-manager dans le secteur automobile. Malgré les cours de français qu'il a pu suivre, la langue reste une barrière très importante qui l'empêche de retrouver un pose semblable à celui qu'il occupait en Syrie. Pour évoluer profesionnellement, Pôle Emploi lui a conseillé de réaliser une formation d'électromécanicien qu'il commence en avril :

*« **Le problème c'est la langue** … Il faut aussi savoir comment les règles les lois, les règles en français, par exemple moi j'ai étudié l'électronique en Syrie il y a longtemps, ce n'est pas la même ! Il faut apprendre bien le français, le français administratif et la loi, et ça c'est pas facile c'est la langue. Surtout que moi la 2e langue en Syrie c'est l'anglais »* Fadi, père seul de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

« Enquêtrice : (à propos de son arrivée en France) donc vous repartiez de 0 ?
*-Fadi : Non 0 c'est bien ! **C'est pas de 0, c'est de -5, -10, parce qu'on est partis on a perdu tout ! J'ai perdu tout, ma ville, mes diplômes, mon appartement, voiture, tout ça …** Et moi j'ai essayé de travailler, mécanique, électromécanique, **en Syrie j'étais directeur ou chef du site, je suis pas un mécano, alors qu'en France quand je dis, je vais travailler chez Renaut, il dit 'oh oui on a besoin de carrosserie, électromécanicien', non j'étais pas mécanicien, j'étais directeur de site !** J'ai travaillé chez GE comme électromécanicien, PSA à Hagondange, mais c'est pas le même niveau, à cause de la langue …Mais maintenant avec contrôle technique c'est bien, plus proche de mon domaine. Ca fait 5 ans que je travaille dans le domaine-là »* Fadi, père seul de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Une aide utilitaire

Au sein de l'association, Fadi et Éric sont sans doute **les enquêté-es les moins intégrés**. Orientés par le CCAS, ils viennent faire des courses pour répondre aux besoins de leurs enfants (Fadi est divorcé, ses enfants sont en garde alternée). Ils prêtent peu attention aux marques des produits choisis. Ils ont une **conception des distributions qui est très utilitaire et ne participent pas aux activités proposées par la Maison de la solidarité (sorties, loisirs …).**

« je ne regarde même pas la marque. Gel douche y en a plusieurs, je prends le premier ou la couleur flash, celui qui me tape à l'œil » Eric, père de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Un tremplin pour l'avenir

Le recours à l'aide alimentaire et matérielle est **vécu par Fadi et Eric comme un moindre mal**. Ayant tout quitté pour fuir leur pays d'origine, ils ont connu le dénuement et relativisent énormément la situation économique à laquelle ils sont aujourd'hui confrontés :

*« Moi je sais que ma situation elle est difficile **mais je sais que c'est une période que je vais passer, la vie c'est pas toujours comme ça, moi je réfléchis, je fais la solution**, je réfléchis toujours à cause de quoi, pourquoi, qu'est-ce que je dois faire, là je réfléchis, étudier, avoir diplôme, travailler (…) C'est serré, il faut bien organiser mais je le fais. Mais c'est maintenant, maintenant c'est difficile mais **après ça va aller mieux, parce que je vais étudier, je vais avoir un diplôme de contrôle technique je vais travailler et améliorer mon niveau de revenus, je reste pas toujours comme ça !** »* Fadi, père seul de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

*« je sais je sais que j'ai des difficultés, mais tout va bien, c'est la sécurité (…) **en Syrie on a tout perdu, tout, alors c'est pas pire que la situation là** (…) mais il faut tout reconstruire »* Fadi, père seul de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

« Enquêtrice : comment vous vivez aujourd'hui cette situation ?
*-Éric : difficilement, après c'est la vie **… Ca peut être pire que ça, faut s'adapter** et faut être assez fort psychologiquement pour supporter tout ça, parce que quand ça change votre vie d'habitude, le chômage ça change, mauvais, c'est pas top … **On aimerait bien profiter, on est tous de passage mais faut profiter de la vie telle qu'elle est !** »* Éric, père de 2 enfants, Villers-lès-Nancy

Bibliographie

- ADEME « 14e Baromètre de la consommation responsable 2021 », mai 2021. URL: https://presse.ademe.fr/2021/05/14eme-barometre-de-la-consommation-responsable-2021.html

- ADEME, Greenflex « 15e Baromètre de la consommation responsable 2022 », mai 2022. URL : https://presse.ademe.fr/2022/10/15eme-barometre-greenflex-ademe-de-la-consommation-responsable-2022-sengager-sans-renoncer.html

- ADEME, Obsoco « Baromètre Sobriétés et modes de vie : Pratiques, représentations et aspirations des Français en matière de sobriété », Rapport d'analyse, mars 2024. URL: https://librairie.ademe.fr/ged/8294/Barometre-Sobrietes-Modes-de-vie-Rapport-analyse-2024-V1.pdf

- ADEME « La sobriété : une aspiration croissante, pas encore un projet de société », Dossier ADEME Stratégie, juin 2021. URL : https://infos.ademe.fr/lettre-strategie-juin-2021/la-sobriete-une-aspiration-croissante-pas-encore-un-projet-de-societe/

- ADEME « Des Français prêts à des changements en faveur de l'environnement », Dossier ADEME Stratégie, mars 2021. URL: https://infos.ademe.fr/lettre-strategie-mars-2021/des-francais-prets-a-des-changements-en-faveur-de-lenvironnement/

- ADEME, BOY Daniel et RCB Conseil « Les représentations sociales de l'effet de serre et du changement climatique », Rapport d'analyse, mars 2020. URL: https://librairie.ademe.fr/ged/4891/barometre-representations-sociales-cc-vague21-rapport-grand-public-2020.pdf

- BELLAMY Vanessa « L'impact des enfants sur les budgets des ménages. Les familles monoparentales fragilisées », *Informations sociales*, n° 137, p. 46-52, 2007. DOI : 10.3917/inso.137.0046. URL: https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2007-1-page-46.htm

- BLANC Nathalie. *Les formes de l'environnement. Manifeste pour une esthétique politique.* Genève, Mētis Presses. 2016. URL : https://journals.openedition.org/developpementdurable/11492

- BRACONNIER Cécile et MAYER Nonna, *Les inaudibles. Sociologie des précaires.* Paris, Les Presses de Sciences Po, 2015, 250 p. URL : https://journals.openedition.org/lectures/18052

- BRESSON Maryse, « Chapitre 1. Les précaires : qui sont-ils ? », dans : *Sociologie de la précarité*. sous la direction de BRESSON Maryse. Paris, Armand Colin, « Cursus », 2020, p. 15-52. URL : https://www.cairn.info/sociologie-de-la-precarite--9782200623784-page-15.htm

- CENTEMERI Laura « L'apport d'une sociologie des attachements pour penser la catastrophe environnementale », *Raison publique,* publié le 23/09/2015. URL : https://hal.science/hal-01163221

- CLAYTON Susan, COLLEONY Agathe, CONVERSY Pauline, MACLOUF Etienne, MARTIN Léo, TORRES Ana-Cristina, TRUONG Minh-Xuan et PREVOT Anne-Caroline « Transformation of Experience: Toward a New Relationship with Nature », *Conservation Letters,* Policy perspective, Vol.10-5, décembre 2016, DOI : https://doi.org/10.1111/conl.12337. URL : https://conbio.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/conl.12337

- DOUILLET Baptiste « Revue de littérature : de l'accès à l'alimentation durable à la démocratie alimentaire » Réseau CIVAM, octobre 2016. URL: https://www.civam.org/wp-content/uploads/2020/08/Civam_ACCESSIBLE_Revue_de_litt%C3%A9rature.pdf

- DREES « Non-recours aux prestations sociales : le manque d'information en tête des motifs selon les Français », Baromètre d'opinion DREES, décembre 2012. URL : Non-recours aux prestations sociales : le manque d'information en tête des motifs selon les Français | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

- DUVOUX Nicolas « Précarité et insécurité sociale », *Constructif*, 2022/2 (N° 62), p. 32-35. DOI : 10.3917/const.062.0032. URL : https://www.cairn.info/revue-constructif-2022-2-page-32.htm

- Fondation Jean Jaurès, IFOP, Agence du Don en Nature « Consommation, privation et intégration à la société : Les Français face à la précarité matérielle », novembre 2021. URL : https://www.adnfrance.org/medias/Note_JJ-ADN.pdf

- FOURQUET Jérôme et JUSSIAN Louise « Enquête sur la précarité et l'éducation alimentaire – Vague 2 », IFOP, février 2024. URL : https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2024/03/120502-Presentation-2.pdf

- France INFO « Consommation : le succès des marques distributeurs », Publié le 15/02/2023 16:28, mis à jour le 15/02/2023 18:31. URL : https://www.francetvinfo.fr/economie/consommation-le-succes-des-marques-distributeurs_5660609.html

- LLORCA Raphaël et HEILBRUNN Benoît « Marques, imaginaires de consommation, quels enjeux ? » Fondation Jean Jaurès, septembre 2023. URL : Marques, imaginaires de consommation et politique : quels enjeux ? - Fondation Jean-Jaurès (jean-jaures.org)

- Lefebvre Mathieu, Stenger Anne « Short- & long-term effects of monetary and non-monetary incentives to cooperate in public good games: An experiment » *Plos One*, 15(1): e0227360. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0227360, 2020. URL : Short- & long-term effects of monetary and non-monetary incentives to cooperate in public good games: An experiment | PLOS ONE

- MERLE Aurélie, PIOTROWSKI Mathilde « Le bio, c'est bien mais très peu pour moi ! Comprendre les stratégies de neutralisation des consommateurs », *Décisions Marketing*, N° 97, p. 17-44, 2020. DOI : 10.7193/DM.097.17.44. URL : https://www.cairn.info/revue-decisions-marketing-2020-1-page-17.htm

- MORABITO Léa et PEUGNY Camille « Les chemins de la précarité», dans Céline Braconnier et Nonna Mayer (dir.), *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*, 2015, p.51-78, URL : Les chemins de la précarité - HAL-SHS - Sciences de l'Homme et de la Société

- MUNDLER Patrick « Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la Région Rhône-Alpes », *Économie rurale*, 2013/4 (n° 336), p. 3-19. DOI : 10.4000/economierurale.3983. URL : https://www.cairn.info/revue-economie-rurale-2013-4-page-3.htm

- PAUGAM Serge. *Les formes élémentaires de la pauvreté.* Presses Universitaires de France, Paris, 2005, 296p.

- PUCCI Muriel « Les dispositifs sociaux et fiscaux en faveur des familles : quelle compensation du coût des enfants ? », *Economie et Statistique*, n°478-479-480, 2015. DOI :10.3406/estat.2015.10555. URL :

https://www.researchgate.net/publication/283871471_Les_dispositifs_sociaux_et_fiscaux_en_faveur_des_familles_Quelle_compensation_du_cout_des_enfants

- SCHULTZ Paul Wesley « Empathizing with nature: The effects of perspective taking on concern for environmental issues », *Journal of Social Issues*, 56(3), pp. 391–406., 2000. DOI : https://doi.org/10.1111/0022-4537.00174, URL : https://psycnet.apa.org/record/2001-14019-002

- SDES (service statistique du Ministère de la Transition écologique) « Pratiques environnementales des Français en 2020 : agir à l'échelle individuelle » publié en novembre 2021. Données issues de la Plateforme Environnement, enquête de conjoncture auprès des ménages (Camme) réalisée par l'Insee. URL : Pratiques environnementales des Français en 2020 : agir à l'échelle individuelle | Données et études statistiques (developpement-durable.gouv.fr)

- UFC-Que Choisir « Produits premier prix, un bon plan ? », Mensuel n°618, novembre 2022. URL : Que Choisir Mensuel N° 618 - novembre 2022 - UFC Que Choisir

- TAVOULARIS, Gabriel, RECOURS, Fanette, HEBEL, Pascale « Perception de la qualité et des signes officiels de qualité dans le secteur alimentaire », Crédoc, Cahier de Recherche, n°236, 2007. URL : https://www.credoc.fr/publications/perception-de-la-qualite-et-des-signes-officiels-de-qualite-dans-le-secteur-alimentaire

- WAKIM Nabil « Sophie Dubuisson-Quellier, sociologue : 'L'injonction aux "petits gestes" pour le climat peut être contre-productive'», *Le Monde*, Séries d'été, Entretien, publié le 17 août 2022 à 12h00, modifié le 23 mars 2023 à 16h58. URL : https://www.lemonde.fr/series-d-ete/article/2022/08/17/sophie-dubuisson-quellier-sociologue-l-injonction-aux-petits-gestes-pour-le-climat-peut-etre-contre-productive_6138257_3451060.html

CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

142, rue du Chevaleret, 75013 Paris
Elodie ALBEROLA, Directrice du pôle Impact et Innovation sociale
alberola@credoc.fr - 01 40 77 85 35
Franck LEHUEDE, Directeur d'études et de recherche
lehuede@credoc.fr - 01 40 77 85 94